

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO
FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT ÉCONOMIE
MAITRISE OPTION « Développement et économie publique »

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de maîtrise ès sciences économiques

**INDUSTRIALISATION ET DEVELOPPEMENT,
APPROCHE THEORIQUE ET ANALYSE EMPIRIQUE :
CAS DE MADAGASCAR**

Présenté par : RASOLOFOMANANA Tsiry Nandrianina

Encadré par : Dr RAKOTO DAVID Olivaniaina

Date de soutenance : 13 Décembre 2010

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO
FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT ÉCONOMIE
MAÎTRISE OPTION « Développement et économie publique »

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de maîtrise ès sciences économiques

**INDUSTRIALISATION ET DEVELOPPEMENT,
APPROCHE THEORIQUE ET ANALYSE EMPIRIQUE :
CAS DE MADAGASCAR**

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je tiens à remercier le Bon Dieu qui m'a donné force et connaissances dans la conception de ce Mémoire.

Aussi, je témoigne toute ma reconnaissance à mon encadreur, monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina, qui n'a pas ménagé ses efforts pour m'appuyer à bien rédiger ce Mémoire.

Ensuite, j'adresse mes remerciements à:

- Monsieur Fanjava REFENO, chef du département économie et
- Tous les enseignants au sein du département pour toutes les connaissances qu'ils nous ont dispensé au cours de notre formation universitaire.
- Tout le personnel administratif du Département économie pour les aides qu'ils ont fournis.

J'adresse également mes remerciements aux personnes physiques et morales, qui ont apporté leurs conseils attentifs et qui m'ont permis de réaliser ce mémoire grâce à la facilité d'accès aux documents de recherche qu'ils m'ont offert :

- Centre de documentation de l'Institut National de la Statistique
- Centre de documentation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie
- CITE Ambatonakanga
- Centre de recherche C3EDM, Département Économie, Université d'Antananarivo
- Centre d'Etude Economique
- Bibliothèque Universitaire

Enfin, je tiens à remercier ma famille et tous ceux qui ont de près ou de loin contribué à la réalisation du présent travail de recherche, qu'ils veulent bien trouver ici l'expression de ma sincère reconnaissance.

METHODOLOGIE

Nous parvenons à l'élaboration de ce mémoire de maîtrise en sciences économiques grâce aux connaissances que nos Professeurs nous ont dispensé depuis la première année jusqu'à la quatrième année de notre cursus universitaire. Ces connaissances sont appuyées par des recherches via des revus documentaires et puis des données et informations fournies par l'Institut National de la Statistique et de la Banque Centrale de Madagascar.

La rédaction de ce mémoire a été basée sur l'analyse et les résumés des différents documents trouvés depuis les recherches faites dans les différentes bibliothèques et dans les différents sites internet.

Ces recherches sont importantes car elles nous ont permis de compléter les connaissances que nous avons reçu de nos professeurs et aussi d'élargie l'horizon de nos connaissances, notamment en ce qui concerne l'économie de Madagascar.

Afin de mener à bien la rédaction de ce mémoire de fin d'étude, il a fallu choisir des thèmes de recherche. Ces thèmes de recherche sont surtout axés sur :

- Les Stratégies et théories du développement
- L'Innovation et la croissance endogène
- Les théories des investissements
- Le secteur industriel malgache

Pourquoi avoir choisi ces thèmes ?

L'objectif de ce présent mémoire est de démontrer l'existence de relations entre l'industrialisation et le développement. Ainsi, la connaissance des bases théoriques sur ces deux phénomènes économiques est indispensable à sa réalisation. Ces théories permettront à identifier les rôles essentiels que joue l'industrialisation dans le développement d'un pays. Mais est ce que toutes les théories sont elles toutes plus

relatives à la démonstration de ce lien existant entre l'industrialisation et le développement ? La recherche d'une réponse à cette question nous a incité à orienter nos recherches sur l'innovation et la croissance endogène puisqu'on sait que l'industrialisation est un long processus complexe nécessitant des progrès technologiques pour qu'elle puisse profiter pleinement au développement du pays. Enfin, comme la deuxième partie de ce mémoire se focalisera sur une analyse empirique, il est alors nécessaire d'accéder à des données statistiques. C'est là l'intérêt des recherches sur le secteur industriel malgache notamment sur l'investissement industriel, la production, la situation de l'emploi et la part de ce secteur dans le PIB.

A partir des recherches effectuées, nous sommes arrivés à sélectionner différentes ouvrages permettant de faire des fiches de lecture et les recherches sur la situation du secteur industriel malgache ont permis d'accéder aux différentes données statistiques pour l'analyse empirique.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	IV
METHODOLOGIE	V
LISTE DES ABREVIATIONS	X
I. APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT	3
I.1. Les théories du développement et de l'industrialisation	3
I.1.1. Les théories de bases relatives au développement et à l'industrialisation.	4
I.1.2. Approche théorique de l'industrialisation : Investissement et industrialisation	12
I.2. Relation entre industrialisation et développement	20
I.2.1. Théorie de la croissance endogène et théorie de la croissance de Schumpeter.	20
I.2.2. Les stratégies d'industrialisation.	23
II. ANALYSE EMPIRIQUE : L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	30
II.1. La situation du secteur industriel de Madagascar.	30
II.1.1. Les structures du secteur industriel.	31
II.1.2. Le capital et les investissements, la production et les coûts dans le secteur industriel.	34
II.2. La contribution du secteur industriel dans le développement économique de Madagascar.	37
II.2.1. Les impacts sur la croissance économique.	37
II.2.2. Les impacts sur le commerce extérieur	49
III. DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS	58
III.1. DISCUSSIONS	58
III.2. RECOMMANDATIONS	61
CONCLUSION	64
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1: Répartition du travail avant spécialisation</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 2: Répartition du travail après spécialisation</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 3: Répartition géographique des entreprises industrielles.....</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 4: Croissance sectorielle et contribution à la croissance du PIB.....</i>	<i>38</i>
<i>Tableau 5: Secteur secondaire, valeur ajoutée au prix constant.....</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 6: Evolution des indices de production industrielle IPI des entreprises du régime commun par division entre 2006 et 2007</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 7: Evolution des indices de la production industrielle des principales divisions..</i>	<i>48</i>
<i>Tableau 8: Le poids des exportations dans la production des entreprises Industrielles formelles</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 9: Evolution des exportations industrielles en valeur entre 2005 et 2008.....</i>	<i>57</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Evolution annuelle de la contribution des secteurs dans le PIB (2006 à 2008).....</i>	<i>39</i>
<i>Graphique 2: Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire 2006 à 2008....</i>	<i>43</i>
<i>Graphique 3: Evolution des IPI des entreprises du régime commun par division entre 2006 et 2007</i>	<i>46</i>
<i>Graphique 4: Courbe d'évolution des IPI des principales divisions</i>	<i>49</i>

LISTE DES ABREVIATIONS

AGOA: African Growth Opportunity Act

BCM : Banque Centrale de Madagascar

COI : Commission de l'Océan Indien

COMESA: Common Market of Eastern and Southern Africa

Fmg : Franc Malgache

FMN : Firme Multinationale

INSTAT : Institut Nationale de la Statistique

IPI : Indice de Production Industrielle

ISE : Industrialisation par Substitution aux Exportations

ISI : Industrialisation par Substitution aux Importations

MADIO: Madagascar Dial Instat Ostrom

MAP: Madagascar Action Plan

NPI: Nouveaux Pays Industrialisés

PED : Pays En voie de Développement

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

SADC: Southern African Development Community

INTRODUCTION

Tous les pays du monde se trouvent émerger dans le contexte de mondialisation des échanges. Pourtant ce phénomène ne profite qu'aux pays industrialisés au détriment des pays en voie de développement dont l'économie dépend de l'exportation des produits primaires peu rentables. La puissance des économies du Nord résulte de leur faculté à diversifier leurs produits d'exportation ; ce qui n'est pas le cas pour les pays du Sud dont Madagascar en fait partie. Madagascar doit donc transformer la structure de son économie pour faire face à ce développement des échanges et amorcer son développement.

Tous les économistes admettent la place importante que tient l'industrie dans le développement d'un pays. L'histoire économique des pays développés et des pays émergents, surtout les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) d'Asie montre que le secteur industriel contribue énormément à la création d'emploi, à l'investissement et aux exportations.

Comment l'industrialisation contribuerait-elle au développement de Madagascar ?

Le présent mémoire se propose de démontrer l'existence d'une corrélation positive entre l'industrialisation et le développement.

Pour atteindre cet objectif, il serait utile :

- En premier lieu, de présenter les différentes théories sur le thème.
- Puis en second lieu, de procéder à une analyse empirique de la relation entre industrialisation et développement.

L'atteinte de ces objectifs précités nécessite que les hypothèses suivantes soient vérifiées :

- Les théories qui démontrent la relation entre industrialisation et développement existent.

- Ces théories sont applicables et vérifiables empiriquement pour le cas de Madagascar.

D'après les recherches effectuées, les théories de la croissance endogène, la théorie de la croissance de Schumpeter et la théorie de la croissance équilibrée de Nurske pourraient être utilisées pour démontrer que la relation directe entre industrialisation et développement existe.

Entre autre, la théorie de l'avantage comparatif de David RICARDO et la théorie d'HECKSCHER-OHLIN ainsi que les stratégies d'insertion internationale constituent des bases essentielles dans l'étude de cette relation entre industrialisation et développement.

Comme il est annoncé plus haut, le but de ce présent mémoire est de démontrer l'existence de relations entre l'industrialisation et le développement. Pour ce faire, ce travail de recherche comporte deux parties :

- La première partie sera consacrée à une approche théorique de l'industrialisation et du développement.
- La seconde partie sera axée sur l'analyse empirique de la relation entre industrialisation et développement en prenant le cas de Madagascar.

I. APPROCHE THEORIQUE SUR
L'INDUSTRIALISATION ET LE
DEVELOPPEMENT

I. APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT

Avant d'entamer l'étude théorique du développement et de l'industrialisation, il est nécessaire de définir en premier lieu « développement » et « développement économique ». Le développement est l'action de faire croître, de progresser au cours du temps. De ce fait, le développement économique désigne donc les évolutions dans le sens positif des changements structurels d'une zone géographique ou d'une population qui permettent d'accroître les richesses et le niveau de vie de la population. Le développement économique est donc lié avec la croissance économique.

Le développement est, selon François Perroux (1961) « *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* »¹. Le développement est donc un acte à la fois économique et social. Pour atteindre ce développement, un pays doit accroître ses capacités productives, c'est-à-dire avoir une croissance économique élevée. Mais cela ne constitue pas la seule condition du développement. En effet, il y a aussi le changement social. Le développement ne se construit pas du jour au lendemain, c'est un processus de long terme.

I.1. Les théories du développement et de l'industrialisation

Nombreux sont les auteurs qui ont expliqué l'existence d'une corrélation entre l'industrialisation et le développement. Cette corrélation a été plus marquante pour les Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie (NPI). En effet, leur performance économique a été stimulée par l'industrie manufacturière.

C'est dans cette section que nous allons développer les théories de bases du développement et de l'industrialisation.

¹Deubel, Philippe, *Les caractéristiques du sous développement*, Pearson Education France – Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008

I.1.1. Les théories de bases relatives au développement et à l'industrialisation.

I.1.1.1. La théorie de la modernisation et du changement structurelle

I.1.1.1.1. La théorie de la modernisation de ROSTOW

Afin d'expliquer le processus de développement, ROSTOW avance que ce développement se fait en cinq étapes distincts :

- La société traditionnelle
- Les conditions préalables au démarrage
- Le démarrage ou take-off en anglais
- La marche vers la maturité
- L'ère de la consommation de masse

L'économie, dans le premier stade se caractérise par une production limitée avec l'utilisation de techniques archaïques. On dit que cette société est traditionnelle car la principale activité est l'agriculture. La majorité des pays en développement se trouve encore dans ce stade, ce qui explique leur retard par rapport aux pays développés ou industrialisés. Le problème de cette société est que la production n'est que pour l'autosuffisance et que la spécialisation est orientée vers les produits primaires.

Dans la deuxième étape, la société doit réunir les conditions nécessaires à son démarrage. Le problème principal est de savoir comment accroître le rythme des investissements et du capital par tête. Une condition qui se pose est que l'accroissement de la production doit être supérieur à la croissance de la population. Ce stade nécessite donc les éléments suivants :

- Procéder à l'innovation dans le souci de réduire les coûts de production.

- Pour que le processus d'accumulation se mette en œuvre, l'épargne intérieure doit être élevée.
- Le processus de modernisation ne pourrait pas se faire sans avoir un niveau élevé de main d'œuvre qualifiée.

Les investissements doivent donc augmenter et les innovations doivent assurer la mise en valeur des ressources disponibles dans le pays. Ces ressources sont, sûrement pour les pays en voie de développement, les terres et les ressources naturelles et minières.

La troisième étape, le démarrage, n'est autre que la conséquence directe de l'utilisation des nouvelles technologies dans les fonctions de production du pays. Cette introduction de nouvelle technologie présente des effets ou externalités positives sur les autres secteurs. Ce qui entraînerait un accroissement du revenu et améliore par la suite le niveau de vie de la population. Arriver à ce stade, le pays commence à industrialiser son économie.

La marche vers la maturité signifie que le pays ne s'est pas arrêté sur le stade de son démarrage mais a poursuivi ses progrès en matière de recherche technologique pour améliorer de plus en plus ses capacités productives. En effet, l'économie est désormais capable de s'adapter à toutes les nouvelles inventions. Et puis, après ce stade l'économie passe à l'ère de la consommation de masse qui est caractérisé par le développement de la production de biens de consommation et de services durables. La consommation se trouve donc au centre des intérêts, le progrès technologique n'est plus l'objectif principal.

Le problème du retard des pays en voie de développement réside donc dans leur incapacité à se détacher de l'économie de subsistance et de réunir les conditions pour leur démarrage économique.

I.1.1.1.2. La théorie du surplus de main d'œuvre illimité d'Arthur LEWIS

Cette théorie est basée sur une étude sectorielle de l'économie des pays en voie de développement. En effet, LEWIS montre que le problème de ces pays réside dans l'existence de deux secteurs différents. Il y a le secteur traditionnel d'un côté et le secteur moderne de l'autre côté. Cette situation est appelée le dualisme sectoriel qui est un facteur de déstabilisation.

La société traditionnelle se caractérise par une faible productivité. Cette faiblesse est due aux méthodes et techniques utilisées dans le processus de production. En effet, les agents économiques ont la tendance d'utiliser des techniques qui sont déjà dépassées c'est-à-dire des techniques archaïques. Une des caractéristiques de cette société est qu'elle est de taille large. La majorité de la population se concentre dans cette société. C'est alors évident que le pays se trouve dans son état de sous développement car le revenu par tête est faible.

A la différence de la société traditionnelle, la société moderne elle est de petite taille mais la productivité y est élevée. Cette société présente une faible couche industrielle. Ce qui fait que les moyens et méthodes de productions sont modernes, ce qui explique la forte productivité. A elle seule, cette société n'arriverait pas à développer son économie. Elle doit être appuyée par le secteur agricole qui est susceptible de lui fournir les conditions pour son développement et d'exercer par la suite des économies externes sur l'autre.

Lewis souligne le fait que dans la société traditionnelle, il existe un excédent de mains d'œuvre qui devrait être transféré dans le secteur moderne. Cela représente un gaspillage, une mauvaise répartition des ressources et qui se répercute sur l'efficacité de l'économie. En effet, pour atteindre un certain niveau d'efficacité, il serait nécessaire d'allouer de façon optimale les ressources que possède le pays. Cette allocation serait possible dans un contexte de libéralisation du marché.

Pour que le transfert soit possible, le secteur industriel doit offrir un salaire qui suscitera les mains d'œuvre à accepter ce transfert. Il s'agit ici d'accorder à ces

travailleurs une rémunération supérieure à ce qu'ils perçoivent déjà dans leurs activités agricoles. Et une fois que le surplus soit accumulé par le secteur industriel, le secteur traditionnel doit aussi se moderniser dans le but d'accroître son niveau de production permettant d'offrir un niveau de salaire élevé pour ses mains d'œuvre. Cela permettrait d'éviter le transfert des mains d'œuvre restant vers l'autre secteur.

Quand le surplus est totalement accumulé par le secteur industriel, il y aurait un moment où les mains d'œuvre nécessaires à l'activité agricole seront attirées par l'industriel puisque ce dernier a la capacité d'étendre encore plus ses activités. Ce qui justifie donc l'idée de modernisation de l'agriculture. Mais ces deux secteurs devraient interagir.

Pour que le processus d'industrialisation se mette bien en marche, il faudrait que le secteur traditionnel se développe de telle sorte que c'est dans ce secteur que concentre la population dans les pays en voie de développement. L'accroissement de la production agricole par la modernisation permettrait d'accroître le niveau de revenu de la population. Ce qui serait favorable à l'augmentation du taux d'épargne dans le pays. L'accumulation du capital serait donc favoriser et le pays pourrait réunir les conditions pour son développement industriel.

I.1.1.2. Les théories de base du commerce extérieur².

L'industrialisation ne peut s'écarter de la spécialisation. Cette structure serait plus efficiente si elle est réalisée en fonction des avantages comparatifs ou des avantages factoriels que possède le pays.

I.1.1.2.1. La théorie de l'avantage comparatif de RICARDO

La théorie de l'avantage comparatif propose que les pays doivent se spécialiser dans les secteurs où ils ont des avantages comparatifs. Pour mieux appréhender cette théorie, on va prendre un exemple de deux pays qui produisent deux biens.

Soient deux pays A et B qui produisent les mêmes biens X et Y. La valeur des biens étant mesurée par le temps de travail qu'il a fallu pour produire une unité de chacun de ces biens. On a le tableau suivant.

Tableau 1: Répartition du travail avant spécialisation

produits	pays	A	B
X		40h	150h
Y		70h	90h

² KRUGMAN, Paul, *Economie internationale*, de Boeck Université, 2003.

– Calcul de l'avantage comparatif ou encore le coût comparatif

Pour calculer le coût comparatif de chaque produit, il suffit de faire le rapport entre la quantité de travail utilisé pour produire une unité du bien considéré et celle de l'autre bien.

- Pour le pays A

$$1 \text{ unité de X} = 40/70 = 0.57 \text{ unité de Y}$$

$$1 \text{ unité de Y} = 70/40 = 1.75 \text{ unités de X}$$

- Pour le pays B

$$1 \text{ unité de X} = 150/90 = 1.67 \text{ unités de Y}$$

$$1 \text{ unité de Y} = 90/150 = 0.6 \text{ unité de X}$$

– Résultat

Pour le pays A, le coût de production d'une unité de Y en terme de X est élevé par rapport à celui de X en terme de Y. ce pays va donc se spécialiser dans la production du bien X puisque pour 40h de travail, le pays arrive à produire une unité de X alors qu'en produisant Y, il n'obtiendra que 0.57 unité de Y. Il est donc plus efficient³ dans la production de X.

Pour le pays B, par contre, son avantage se situe dans la production de Y.

³ Un investissement est efficient quand il arrive à donner le maximum de production avec le moindre coût.

– Avantage de la spécialisation

Tableau 2: Répartition du travail après spécialisation

Produit	Pays	A	B
X		80h	0h
Y		0h	180h
GAINS		30h	60h

Quand le pays A ne s'est pas encore spécialisé, il lui a fallu 110h pour produire les deux biens en même temps. Mais en se spécialisant dans la production de X, c'est-à-dire qu'il a affecté ses ressources dans la production de ce bien, il gagne 30h de travail supplémentaire qui pourraient être utilisées pour accroître la production.

Pour sa part, le pays B a gagné 60h de travail en se spécialisant dans la production de Y.

– Limite de cette théorie

Cette théorie ne prend pas en compte les effets de l'innovation qui peut avoir une influence sur la capacité de chaque pays à produire en même temps les deux biens considérés ici. Une autre limite, c'est que cette théorie ne considère que l'efficacité économique. Elle ne prend pas en compte l'analyse des besoins.

I.1.1.2.2. La théorie d'HECKSCHER-OHLIN

Dans le choix des activités à entreprendre, chaque pays doit prendre en compte des ressources qui sont abondantes sur son territoire. Cette théorie explique ce choix. En effet, dans le modèle d'HECKSCHER-OHLIN « *l'avantage comparatif est influencé par l'interaction entre les ressources des nations (l'abondance relative des facteurs de production) et la technologie de production (qui influence l'intensité relative avec laquelle les facteurs de productions sont utilisés dans la production des divers biens)* »⁴.

Pour mieux comprendre cette théorie, on va prendre un exemple. Soient deux pays A et B qui utilisent les mêmes facteurs de productions qui sont le travail (L) et la terre (T). Ces deux facteurs sont substituables et le choix de la combinaison productive dépend du coût relatif de ces deux facteurs. Les biens qu'ils produisent sont les biens agricoles et les biens manufacturiers.

La proportion de ces facteurs dans chaque pays est différente. On supposera que :

- Pour le pays A, la terre est abondante mais la main d'œuvre y est rare (manque de qualification).
- Pour le pays B par contre, c'est plutôt la terre qui est rare mais les mains d'œuvre qualifiées sont en abondance.

Puisque la terre est abondante dans le pays A, il doit alors se spécialiser dans la production agricole. Autrement dit, il aura intérêt à exporter des biens agricoles et à importer des articles manufacturiers. Le pays B, pour sa part doit se spécialiser dans la production d'articles manufacturiers et d'importer des bien agricoles puisque la main d'œuvre qualifiée est en abondance sur son territoire.

⁴ KRUGMAN, Paul, *économie internationale*, de Boeck université, 3è édition, 2001.

– Limite de cette théorie

Supposons que les pays en voie de développement ont un avantage par rapport aux pays industrialisés en termes de terre cultivable. Même si ces pays arrivent à fournir les quantités que le marché extérieur a besoin, le commerce de ces produits ne leur permettrait pas de réussir leur décollage économique puisque ce ne sont pas eux qui fixent les prix mais plutôt les pays développés.

D'où la nécessité d'industrialiser l'économie pour pouvoir diversifier les produits d'exportation et de sortir de l'impasse de la spécialisation dans les produits primaires peu rentable pour l'économie.

**I.1.2. Approche théorique de l'industrialisation :
Investissement et industrialisation**

La création d'entreprise relève de la volonté des agents économiques à effectuer des investissements. Ces agents disposent de leurs propres capitaux pour mettre en place les installations initiales. Le financement des investissements réalisés au sein de l'entreprise créée peut se faire soit en utilisant les fonds propres c'est-à-dire par autofinancement soit en recourant aux différentes formes de financement externes tels les emprunts bancaires ou bien les Investissements Directs Étrangers.

I.1.2.1. La Théorie de l'investissement

**I.1.2.1.1. Les déterminants de
l'investissement.**

Les investissements réalisés par les entrepreneurs constituent un levier essentiel de la croissance économique. Traditionnellement, on a quatre déterminants de l'investissement à savoir « *la demande anticipée par les entrepreneurs, le coût des facteurs de production, les contraintes de financements et la profitabilité des projets d'investissement* »⁵.

⁵ KREGERIS , <http://www.senat.fr/rap/r02-035/r02-03511.html>

– La demande anticipée

Les décisions d'investissement des entrepreneurs dépendent de la demande anticipée. En effet, si l'économie traverse une période de crise, une récession économique, alors les entreprises ne seront pas incitées à accroître leurs capacités productives et même, ne vont pas procéder à des renouvellements techniques. Par contre, si les entrepreneurs anticipent une hausse de la demande, ils seront motivés à accroître leurs capacités productives c'est-à-dire accroître leurs investissements pour profiter de cette hausse de la demande. En effet, « *si le capital physique nécessaire à la production est proportionnel au niveau de production à réaliser, compte tenue de la demande anticipée, et que les entreprises veulent adapter rapidement leur niveau de capital, la croissance de l'investissement sera plus forte que celle de la demande* »⁶. C'est le principe d'accélération de Keynes : « *les entrepreneurs sont obligés d'engager un investissement c'est-à-dire $\Delta K = v \cdot \Delta Y$ à chaque fois qu'ils anticipent une variation ΔY dans le revenu national* »⁷.

– Le coût des facteurs de production

Les entrepreneurs sont motivés par la recherche de profit. Pourtant, ils sont soumis à des contraintes de coûts, notamment les coûts liés à l'acquisition des facteurs de production (capital et travail). Pour atteindre leur objectif de maximisation de profit, ils doivent choisir les combinaisons productives qui leur permettent de minimiser leurs coûts de production. Ce qui a une influence sur leur niveau de capital. En effet, si le coût du capital s'élève par rapport à celui du travail, il est important pour la firme de réduire ses dépenses d'investissement. Le travail substituera alors au capital. Mais cette solution ne sera possible que sur le court terme.

⁶ MANDRARA, Eric Thosun, Introduction à l'économie et histoire de la pensée économique, cours 1ère année économie, université d'Antananarivo, AU 2005/2006

⁷ Idem

Dans un cadre de long terme, c'est plutôt le coût réel de chaque facteur qui a une influence sur la décision d'investissement. CREPON et GIANELLA ont introduit le coût d'usage du capital parmi les déterminants de l'investissement⁸. Ce coût d'usage du capital concerne notamment le taux d'intérêt des banques, la fiscalité, le taux d'inflation, l'amortissement... Ces deux auteurs distinguent deux effets d'une variation du coût d'usage du capital : un effet de substitution et un effet de profitabilité. En premier lieu, une hausse du coût du capital va emmener les entrepreneurs à substituer le travail au capital. C'est l'effet de substitution. En second lieu, cette hausse du coût de capital aura un impact sur le coût unitaire de production, donc le prix va augmenter. Cette situation se répercutera sur le niveau de la demande qui va baisser, c'est l'effet de profitabilité. Une hausse du coût du capital réduira donc la demande pour les deux facteurs et affectera le niveau de l'investissement.

– La profitabilité

L'effet de profitabilité fait référence à la rentabilité de l'investissement par rapport au coût du capital. La différence entre le rendement anticipé du capital physique et un rendement financier, par exemple le taux d'intérêt, permet de mesurer cette profitabilité de l'investissement.

Une entreprise a le choix d'utiliser son capital pour acquérir des équipements ou bien placer ce capital sur le marché financier. La règle de décision est que si le rendement attendu de l'investissement est inférieur à celui du placement, alors l'investissement ne sera pas réalisé. On suppose ici que le marché financier est sans risque, c'est-à-dire que la valeur du titre ne va pas fluctuer. De même, si l'entreprise décide de financer ses investissements par des capitaux étrangers- par des emprunts- alors il faudrait que le rendement attendu soit supérieur au coût du capital.

⁸ <http://www.senat.fr/rap/r02-035/r02-03511.html>

– Les contraintes d'accès au financement

Généralement, les entreprises financent leurs investissements avec leurs fonds propres. Mais dans le cas où ces fonds n'arrivent pas à couvrir ces investissements, elles doivent recourir à des fonds extérieurs. La situation financière de l'entreprise joue alors un rôle prépondérant dans les décisions d'investissement. On peut apprécier sa situation financière par son autonomie financière qui mesure sa capacité d'endettement. Ce ratio ne doit pas être inférieur à un. L'autonomie financière est donnée par le rapport entre les ressources propres de l'entreprise et son endettement financier.

$$\text{ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{Ressources propres}}{\text{Endettement financier}}$$

Si ce ratio est supérieur à un, on dit que l'entreprise a une capacité d'endettement, elle pourrait alors investir. Mais dans le cas contraire, même avec un taux d'intérêt faible, elle devrait renoncer à l'investissement car ses dettes sont déjà élevées.

D'autres facteurs interviennent aussi sur la capacité d'emprunt de l'entreprise tels que les garanties qu'elle peut offrir, les conditions du marché. Ce qui sous-entend une asymétrie d'information entre l'entreprise et les banques. Les banques ne sont pas dans la mesure de connaître la situation réelle de l'entreprise et de l'efficacité du projet à financer. De plus, une fois que le prêt soit accordé, la banque ne peut pas prévoir le comportement de l'entrepreneur qui pourrait induire le projet en échec.

I.1.2.1.2. Modélisation des comportements d'investissement

➤ Le modèle d'accélérateur-profit

La modélisation néoclassique des comportements d'investissement décrit une situation où les entreprises cherchent à maximiser leur profit sous contrainte de production. La fonction de production de l'entreprise est du type Cobb-Douglas $Y=A K^\alpha L^{1-\alpha}$ avec K (capital) et L (travail) substituables. Autrement dit, si le coût du

capital s'élève, comme on l'a vu plus haut, les entrepreneurs ont intérêt à substituer le travail au capital. Ce qui réduirait par la suite le niveau d'investissement de l'entreprise. La règle de décision pour l'entreprise est si la productivité marginale du capital (PmgK) est égale au taux d'intérêt, alors l'investissement sera réalisé.

On a

$$PmgK = \frac{\Delta Y}{\Delta K} = \alpha A K^{\alpha-1} L^{1-\alpha} = r$$

$$\frac{K^{\alpha-1}}{L^{1-\alpha}} = \frac{r}{\alpha A}$$

$$K = \left[\frac{\alpha A L^{1-\alpha}}{r} \right]^{\frac{1}{1-\alpha}}$$

Le stock de capital que détiennent les entreprises est donc une fonction décroissante du taux d'intérêt.

Cette approche néoclassique a été contrée par Keynes. Selon lui, l'investissement est influencé par deux variables : l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt. Pour ce qui est de l'efficacité marginale du capital, elle correspond au rendement attendu de l'investissement. Elle est fonction des anticipations des entrepreneurs sur le rendement futur de l'investissement c'est-à-dire sur l'anticipation de la demande future, des coûts et d'autres facteurs qui peuvent y intervenir. L'investissement n'est pas statique, c'est un processus dynamique. Quant au taux d'intérêt, il correspond aux coûts de l'emprunt.

Supposons que l'efficacité marginale du capital est fixée, alors l'investissement dépendra du seul taux d'intérêt. De ce fait, si le taux d'intérêt augmente, l'investissement va diminuer. Dans le cas contraire, l'investissement s'accroîtra.

Mais les keynésiens ne se sont pas limités sur ces deux concepts. Ils ont introduit une autre variable qui détermine l'investissement. C'est la contrainte de débouché. La croissance de la demande induit les entrepreneurs à accroître leur investissement, c'est l'effet accélération.

En introduisant une autre variable qui est le profit, on obtient « *le modèle accélérateur-profit* ». Dans ce modèle, l'investissement est fonction de trois variables : la demande, le profit et le coût de l'investissement qui est lié aux modalités d'accès au financement. La recherche de profit par les entreprises est contrainte par le niveau de la demande et les conditions d'octroi du financement.

➤ **Le Q de TOBIN⁹**

Ce modèle repose sur l'idée que la décision d'investir dans de nouveaux projets est en fonction de leur valeur sur le marché qui doit être supérieure à leurs coûts de réalisation. Il faudrait donc que l'investissement soit rentable pour qu'il puisse être réalisé.

TOBIN propose un ratio Q-moyen qui est le rapport de la valeur boursière de la firme à son capital au coût de remplacement. L'hypothèse qui se pose est que le marché boursier est efficient. Une fois cette hypothèse posée, la valeur de la firme est égale à la somme actualisée de ses profits futurs.

- Si le Q-moyen est supérieur à un, l'investissement est profitable.
- Par contre, si Q est inférieur à un, la rentabilité de l'investissement est inférieure à son coût. L'entreprise devra alors céder les équipements acquis.

Le taux d'intérêt a des impacts sur la valeur de la firme via le ratio Q. La valorisation de la firme se fait par actualisation de ses recettes futures anticipées à l'aide du taux d'intérêt réel. Supposons que le taux d'intérêt augmente, la valeur actualisée des actions de l'entreprise va baisser. Ainsi, Q va se modifier.

⁹<http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/10.investissement.pdf>

I.1.2.2. Les Investissements Directs Etrangers : Les stratégies des Firmes Multinationales (FMN)¹⁰.

«Un Investissement Direct Etranger est un flux de capitaux internationaux par lesquels l'entreprise d'un pays crée ou développe une filiale dans un autre pays »¹¹. Les IDE entraînent « non seulement un transfert de ressources mais aussi l'acquisition du contrôle »¹².

En général, les FMN adoptent trois stratégies qui sont la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché et la stratégie de minimisation de coût.

– La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Les ressources naturelles se trouvent en général dans les pays en voie de développement. C'est ce qui pousse les multinationales à localiser leurs activités dans ces pays. Cela, dans le but de pouvoir exploiter les ressources naturelles que possèdent ces pays et de réduire en même temps les coûts d'accès.

– La stratégie d'accès au marché ou stratégie horizontale

Les barrières à l'entrée comme les droits de douane, les quotas d'importations mises en place par les pays incitent les investisseurs étrangers à produire sur place et de servir le marché local. En effet, ces barrières à l'entrée accroissent le prix des produits importés ce qui réduit leur compétitivité prix par rapport aux biens produits localement.

Pour rester compétitive par rapport aux firmes locales, les firmes étrangères vont localiser leurs activités dans ce pays. L'objectif des FMN ici est donc de produire sur place pour servir les marchés locaux d'implantation et pour éviter les coûts élevés liés au commerce.

¹⁰ LAZAMANANA, Pierre, *cours d'économie industrielle et innovation*, 4^{ème} année économie, Université d'Antananarivo, AU 2009/2010

¹¹ KRUGMAN, Paul, *Economie internationale*, Boeck université, 2003

¹² Idem

Les marchés visés par les FMN dans cette stratégie sont en général les marchés qui ont les mêmes caractéristiques de celui du pays d'origine. C'est pourquoi, on qualifie cette stratégie d'horizontale. Les flux d'IDE se font entre les pays développés ou bien entre les pays développés et les nouveaux pays industrialisés.

– La stratégie de minimisation de coût ou stratégie verticale.

L'investissement est vertical quand les différentes étapes du processus de production sont réalisées dans des pays différents. Chaque pays se spécialise donc dans un segment particulier du processus de production soit dans le traitement des matières premières pour donner les différents composants du produit fini, soit dans l'assemblage, soit dans la distribution. L'objectif de la firme multinationale est de profiter des avantages comparatifs dont dispose chaque pays pour réduire les coûts de production.

Cette stratégie de minimisation de coût est dite de stratégie verticale en raison des flux d'IDE qui s'effectuent dans le sens Nord-Sud c'est-à-dire que ce sont les pays développés qui effectuent des Investissements Directs vers les pays du Tiers-monde. Le sens inverse n'existe pas sauf pour le cas des placements.

I.2. Relation entre industrialisation et développement

I.2.1. Théorie de la croissance endogène et théorie de la croissance de Schumpeter.

I.2.1.1. Théorie de la croissance endogène¹³

Le développement est étroitement lié avec la croissance économique. Pour les théoriciens de la croissance endogène, la croissance économique est le fruit d'investissements réalisés par les agents économiques. Cette théorie affirme que la croissance économique peut avoir différentes sources telles que le capital physique, la technologie, le capital publique.

– Le capital physique

Pour augmenter ou améliorer leur stock de capital, les industriels doivent procéder à des investissements. Pour ROMER¹⁴, un des théoriciens des nouvelles théories de la croissance, la condition pour qu'il y ait croissance autoentretenu est que le rendement marginale du capital soit constant. L'investissement réalisé par la firme a un double effet : en premier lieu, cet investissement accroîtra sa production ; puis en second lieu, cet investissement aura un impact sur la productivité des autres firmes présentes sur le marché par le phénomène d'externalité technologique.

Selon cette théorie encore, l'acquisition des nouveaux équipements nécessite une main d'œuvre qualifiée. L'investissement en capital physique doit être accompagné d'une formation de la main d'œuvre affectée aux nouveaux équipements, ce qui constitue une source d'apprentissage pour la main d'œuvre et améliore en même temps la productivité de la firme et le niveau de vie des travailleurs car ce sont les travailleurs les mieux payés qui sont les mieux qualifiés. On peut dire alors que les investissements en capital physique sont favorables à l'accumulation du capital humain.

¹³ GUELLIC, Dominique, RALLE, Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, la Découverte, 4^{ème} édition, 2001.

¹⁴ Idem

– La technologie

Selon ROSENBERG, la technologie est « *un ensemble de connaissances relatives à certains types d'évènements et d'activités associés à la production et à la transformation de matériaux* »¹⁵. Ce sont les grandes entreprises qui sont les plus actives dans les investissements innovant c'est-à-dire dans les recherches et développement. Ces firmes ont des facilités d'accès au financement de ces investissements innovants vu leur taille.

Le progrès technique peut être perçu soit sur l'accroissement de la productivité soit sur la création de nouveaux produits. Il est une source d'externalités car une même technologie peut être utilisée simultanément par plusieurs firmes.

– Le capital humain

Le capital humain est « *le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus* »¹⁶. La réussite de toute politique de développement repose sur l'existence d'un stock de capital humain disponible dans l'économie.

L'accumulation du capital humain est corrélée à la qualité du système éducatif et de la formation professionnelle. Mais il ne faut pas ignorer l'effet de la répétition des activités effectuées par la main d'œuvre au cours du processus de production. Pour les théoriciens de la croissance endogène, la répétition d'une même action de façon similaire est une source d'apprentissage pour la main d'œuvre en améliorant son exécution, donc de la qualification de la main d'œuvre à effectuer cette tâche. C'est ce qu'on appelle « learning by doing ».

¹⁵ GUELLIC, Dominique, RALLE, Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, la Découverte, 4ème édition, 2001

¹⁶ Idem

– Le capital public

Le capital public est « *l'ensemble des infrastructures possédées par les collectivités publiques* »¹⁷ telles que les réseaux routiers, les réseaux de chemin de fer, les infrastructures portuaires et les infrastructures aéroportuaires, les infrastructures de télécommunications.

Ces infrastructures sont importantes dans le processus de production des entreprises privées car elles permettent à ces dernières de réduire leur coût de production en facilitant la canalisation des différents produits vers le marché, en facilitant l'accès aux différentes ressources naturelles et matières premières ainsi qu'aux différentes informations relatives à leurs activités notamment sur la situation du marché. La croissance du secteur privé repose donc sur ces infrastructures publiques. Mais la réalisation par l'Etat de ces infrastructures dépend aussi du versement par le secteur privé des différents taxes et impôts.

I.2.1.2. Théorie de la croissance de SCHUMPETER

Pour Schumpeter, l'innovation réalisée par les entrepreneurs constitue le levier essentiel de la croissance économique à long terme. On retrouve trois idées soutenues par cette théorie schumpetérienne de la croissance :

- *« la croissance est principalement stimulée par le taux d'innovations technologiques, sous forme de nouveaux produits, de nouvelles méthodes et de nouvelles façons d'organiser les processus de production;*
- *la plupart des innovations découlent des activités des entrepreneurs ou des investissements – généralement, des investissements dans la Recherche et Développement – et comportent des risques, liés à l'expérimentation et à l'apprentissage;*

¹⁷ GUELLIC, Dominique, RALLE, Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, la Découverte, 4ème édition, 2001

- *la motivation à investir dans l'innovation est elle-même influencée par l'environnement économique* »¹⁸.

Dans l'approche de Schumpeter, le progrès technologique résulte de l'innovation c'est-à-dire de l'amélioration des procédés de production, de la création de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de gestion. Ces innovations sont réalisées par les agents économiques, les entreprises qui sont motivés par la recherche de profit. Une fois standardisées, ces innovations seront remplacées par d'autres innovations nouvelles, c'est la destruction créatrice de Schumpeter. Elle désigne « *le processus de disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités économique* »¹⁹.

I.2.2. Les stratégies d'industrialisation.

L'industrialisation est, selon François PERROUX « *la structuration de tout un ensemble économique par emploi de systèmes de machines dans le dessein et avec l'effet d'augmenter cumulativement, et à un coût décroissant en effort individuel, le pouvoir qu'a un groupe humain d'obtenir des objets qui lui sont bénéfiques...l'industrialisation est expansive. Sa finalité est comprise par un nombre croissant d'individus...elle exerce des influences directes et indirectes sur toutes les activités d'une société* »²⁰.

De cette définition, on peut tirer les idées suivantes en ce qui concerne l'industrialisation. La première est que l'industrialisation repose sur une dynamique de mécanisation qui accroît les investissements. Cette dynamique est étroitement liée à des investissements complémentaires à savoir les effets d'entraînement sur les autres secteurs ou branches et les investissements sur l'accroissement du capital humain. Pour PERROUX, l'industrialisation est un phénomène où toutes les unités

¹⁸ AGHION, Philippe, *Les défis d'une nouvelle théorie de la croissance*, l'actualité économique, Revue d'analyse économique, vol.78, n°4, Décembre 2002

¹⁹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Destruction_cr%C3%A9atrice

²⁰ PERROUX, François, *L'économie des jeunes Nations*, PUF, 1962

productives interagissent entre elles puisque « *l'industrialisation est, en fin de compte, une transformation de l'entière économie* »²¹.

I.2.2.1. Les fondements des stratégies d'industrialisation

I.2.2.1.1. Le choix de l'industrie

Le choix de l'industrie résulte de la volonté de chaque pays de rattraper le retard par rapport aux pays développés. Pour les pays en voie de développement comme Madagascar, le choix industriel se manifeste par l'incapacité de l'activité primaire à générer une croissance économique. Ils attendent donc du développement industriel qu'il modifie leur insertion internationale. De plus, l'industrie est considérée comme la structure qui est capable d'utiliser de façon optimale les ressources que possèdent les pays. On a vu plus haut que ROSTOW inclut le processus d'industrialisation dans les étapes du développement. Arthur LEWIS, lui aussi accorde un grand rôle à l'industrie c'est-à-dire le secteur moderne dans la perspective de pouvoir employer avec efficacité les mains d'œuvre que possède le pays. L'industrie est le secteur où se produisent le plus d'innovations technologiques et où les gains de productivité sont les plus élevés. Par conséquent, les pays du sud ont intérêt à appliquer la stratégie d'industrialisation pour rattraper le niveau de développement des pays développés. A titre d'exemple, si les pays d'Asie de l'Est se sont développés, c'est sûrement par l'industrialisation de leur économie. Ils ont su mettre en place la structure favorable à leur décollage économique et à utiliser les ressources dont ils disposaient surtout leur capital humain.

L'une des phénomènes les plus marquantes de l'industrialisation est qu'elle exerce des effets d'apprentissages sur la main d'œuvre. En effet, pour assurer les tâches dans les industries, les mains d'œuvres doivent être formées. De plus, la répétition des tâches exerce des effets d'apprentissages sur les travailleurs. Le niveau de la production va donc augmenter et par conséquent, le revenu, lui aussi s'accroîtra. L'industrialisation implique alors en même temps des investissements en

²¹PERROUX, François, *L'économie des jeunes Nations*, PUF, 1962

matière de savoir-faire et en matière d'innovations technologiques pour assurer l'accumulation du capital humain²².

Quand on parle aussi d'industrialisation, on a tout de suite l'idée d'effets d'entraînement. Ces effets d'entraînement se traduisent par les échanges économiques engendrés par l'activité industrielle sur les autres activités existantes dans le pays. De plus, une industrie qui se prospère créera de nouveaux débouchés et attirera de nouvelles ressources. Autrement dit, il y a des effets externes tant sur le marché en amont que sur le marché en aval. L'industrie permet donc l'articulation de l'économie. D'où, l'argument que les pays en développement, comme Madagascar, doivent industrialiser leur économie afin d'éviter les maux de l'agriculture de subsistance de tel sorte que l'industrialisation permet une diversification de la production. L'industrialisation semble donc être la meilleure stratégie de développement.

I.2.2.1.2. Stratégie de croissance équilibrée ou stratégie de croissance déséquilibrée

La stratégie de croissance équilibrée consiste à répartir les efforts d'investissements dans de multiples industries. Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan considèrent qu' « *il faut développer une croissance équilibrée, c'est-à-dire répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre* »²³, ceci en s'appuyant sur la loi des débouchés de J.B. SAY²⁴. Cette stratégie s'appuie donc sur une approche multisectorielle de l'industrialisation car cela crée des effets de liaison favorables au développement économique du pays. En effet, toute industrie doit donc fournir en même temps inputs et outputs aux autres. Le problème de débouché est surmonté et que cela permet aussi de réduire les coûts de production. Ne pas

²² « Le capital humain peut être défini comme l'ensemble des connaissances théorique et pratique et des valeurs acquises par la main d'œuvre ». (DIARRA, M Boubacar, *le rôle du capital humain dans la stratégie d'industrialisation en Corée du Sud et au Mali : une étude comparée*, CAE université Paul Cézanne, Aix-Marseille III).

²³DEUBEL, Philippe, *Réussite et échec des stratégies de développement*, Pearson Education France – Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008.

²⁴L'offre crée sa propre demande.

développer qu'une seule industrie n'assurerait pas aux investissements l'efficience car à elle seule, cette industrie va se retrouver face à des problèmes de coûts et de débouché.

Par contre, la stratégie de croissance déséquilibrée consiste à concentrer les efforts d'investissements dans un seul secteur capable de générer des effets d'entraînement sur les autres secteurs. Ces effets d'entrainements seront de plus en plus importants que le déséquilibre s'accroisse. Albert Hirschman et François Perroux se rallient sur l'idée de « *concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie afin de susciter une croissance généralisée par la suite à travers des effets d'entraînement et de liaison* »²⁵. Les branches qui n'auront pas d'effets externes positifs sur toute l'économie devraient être écartées car cela ne constituera qu'une mauvaise allocation des ressources. On retrouve cet argument dans la définition apportée par PERROUX sur l'industrialisation. La création de nouvelles industries reliées avec les activités de la première sera donc possible et qui est profitable pour l'économie. Le développement économique est soutenu.

I.2.2.2. Les stratégies d'insertion internationale

Actuellement, tout pays se trouve dans un contexte de mondialisation accrue. La globalisation des marchés nécessite donc une bonne stratégie d'insertion internationale. Pour cela, chaque pays est confronté à deux types de stratégies. Le premier est l'industrialisation par substitution aux importations et la seconde, c'est l'industrialisation par substitution aux exportations. Le choix est important pour bien profiter des effets de l'échange.

I.2.2.2.1. L'industrialisation par substitution aux importations ISI.

Cette stratégie vise à « *se libérer de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations* ». En effet, le pays doit produire localement les biens dont il importait

²⁵ DEUBEL, Philippe, *Réussite et échec des stratégies de développement*, Pearson Education France – Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008.

avant. Cette stratégie présuppose donc que la demande locale pour ces biens est largement importante que l'industrie nouvellement implantée n'aura pas des problèmes de débouché.

L'industrialisation par substitution aux importations s'appuie sur la notion de « *protection des industries naissantes* »²⁶ de Friedrich LIST. Pour ce dernier, l'Etat doit protéger les industries naissantes par un système de protection éducateur c'est-à-dire que l'Etat va subventionner cette industrie jusqu'à ce qu'elle atteigne un certain degré de maturité qui la permettra de mieux supporter les chocs aussi bien internes qu'externes. Le fait de s'engager au commerce international sans avoir une base solide exposerait les structures productives à une forte concurrence dont les conséquences seront catastrophiques pour le pays.

– Critiques sur cette stratégie

Malgré les efforts pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger, celle-ci pourrait persister car pour produire, le pays devrait importer les biens d'équipements. Puisque cette stratégie suppose la mise en place de différentes barrières à l'entrée, les industriels nationaux devraient supporter des coûts de plus en plus importants puisqu'ils ne vont pas bénéficier des avantages procurés par le commerce international. D'autant plus, les industries d'exportation seront défavorisées, elles perdront leur compétitivité sur le marché mondial car leurs prix seront élevés par rapport aux autres pays. Ces deux situations nuisent donc à la balance commerciale du pays, le solde sera déficitaire puisque les entrées de devises par les exportations sont réduites alors que les sorties, par les achats d'intrants, seront élevés. Un autre problème, c'est que si le marché intérieur n'est pas assez large pour écouler la production, il y aurait un problème de surproduction. Or, c'est souvent le cas dans les pays en voie de développement, le pouvoir d'achat de la population étant faible.

²⁶ KRUGMAN, Paul, *Economie internationale*, de BOECK, 2003.

I.2.2.2.2. L'industrialisation par substitution aux exportations ISE

Cette stratégie est basée sur le commerce extérieur. Il s'agit donc de promouvoir des industries qui sont orientées vers les exportations. La politique de libéralisation des échanges constitue l'outil essentiel de cette stratégie. En effet, l'objectif est de viser les marchés mondiaux dans le but d'accroître les rentrées en devises et aussi d'éviter le problème d'étroitesse du marché local. L'Etat tient un rôle important pour promouvoir ces industries en utilisant les outils suivant :

- Les subventions diverses.
- Un taux de change favorable aux activités d'exportation.
- Des avantages fiscaux.

Ces outils permettront aux industries de réduire leur coût de production. Les avantages fiscaux, car les industries doivent importer des biens d'équipements et les matières premières. Le taux de change, équivalent à une dépréciation de la monnaie nationale, se répercute sur la compétitivité de ces industries sur le marché extérieur. Cette politique constitue un système de protection des industries locales comme celui appliqué dans l'industrialisation par substitution aux exportations, mais cette fois ci, la protection est sous une forme déguisée.

- Critiques sur cette stratégie

L'ouverture au marché étranger implique que les produits nationaux vont être concurrencés par les produits importés. Or, pour les pays industrialisés leurs industries sont déjà très performantes alors que celles des pays en voie de développement sont susceptibles aux différents chocs externes. Les structures de leurs industries se diffèrent énormément. Dans les pays développés, les industries sont diversifiées et reliées entre elles et à forte intensité capitalistique ; ce qui fait que leurs coûts de production sont faibles. Par contre, dans les pays en voie de développement, les industries sont mal reliées, les innovations ne sont pas encore développées, les coûts de productions sont énormes. La perspective d'entrée fiscale est limitée par la faiblesse de la monnaie nationale. En effet, même si les industries

ont des avantages sur les prix, les devises perçues ne combleront pas les sorties par les achats de matières premières.

ANALYSE EMPIRIQUE :
L'INDUSTRIALISATION ET LE
DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

II. ANALYSE EMPIRIQUE : L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

Comme il est décrit dans le Plan d'Action pour Madagascar, le gouvernement a opté pour le développement des secteurs porteurs afin d'atteindre l'objectif de croissance économique, une croissance qui est favorable pour le développement du pays. Le secteur industriel se trouve parmi ces secteurs.

Madagascar, se trouve actuellement dans un contexte de mondialisation des échanges, ce qui justifie encore la volonté de promouvoir l'industrie puisque c'est le seul secteur qui est capable de fournir des produits conformes aux normes exigées par le marché international et cela dans une production régulière. Madagascar compte donc sur ce secteur pour dynamiser son économie.

Pour pouvoir analyser les théories développées dans la première partie, on va d'abord présenter la situation du secteur industriel de Madagascar, ensuite développer la contribution de l'industrialisation dans le développement socio-économique de Madagascar.

II.1. La situation du secteur industriel de Madagascar.

Madagascar reste encore un pays sous industrialisé malgré les différentes politiques industrielles qui se sont succédées depuis les années 60. Depuis le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté qui est prolongé par le Plan d'Action pour Madagascar, le pays s'est opté pour une perspective de croissance économique en misant beaucoup sur la performance du secteur industriel. Ce secteur a la capacité d'accroître l'offre globale du pays et de permettre de bien profiter des opportunités qui s'offrent à l'économie par l'intégration régionale et internationale.

Le secteur secondaire regroupe toutes les entreprises qui sont enregistrées au fichier de l'Institut Nationale de la Statistique (INSTAT). Notre étude se limitera donc sur le secteur industriel formel qui est constitué par les industries manufacturières, l'agro-industrie, les industries en Bâtiments et Travaux Publiques et les industries extractives.

II.1.1. Les structures du secteur industriel.

II.1.1.1. Les caractéristiques du secteur industriel.

Madagascar est un pays sous industrialisé. La part du secteur industriel dans le PIB ne représente que 14.6% en 2003²⁷. Le secteur industriel se concentre pour l'essentiel autour de quatre branches : l'industrie textile, les BTP, l'agro-industrie et les industries du bois. Ce secteur est largement dominé par la production de biens de consommations, l'industrie de transformation y est faible. La majorité de ces industries se limite sur le marché local, pourtant, l'économie s'est ouverte au marché étranger. On constate aussi que les entreprises sont mal réparties dans le pays ce qui nuit à la performance économique car la liaison entre elle est faible.

II.1.1.1.1. La répartition géographique

L'industrie de Madagascar se caractérise par une inégale répartition géographique. La majorité des entreprises se concentrent surtout dans la province d'Antananarivo. En 2007, cette province abritait les 62% des entreprises créées à Madagascar²⁸. Après Antananarivo se situe la province de Toamasina avec un pourcentage de 12.6²⁹.

²⁷INSTAT, *SITUATION ÉCONOMIQUE AU 1er JANVIER 2008*, Mars 2009

²⁸Idem

²⁹ Idem

Tableau 3: Répartition géographique des entreprises industrielles

Provinces	Pourcentage
Antananarivo	62.3
Fianarantsoa	8.2
Toamasina	12.6
Mahajanga	5.6
Toliary	4.8
Antsiranana	6.6

Source : INSTAT/DSE

Cette répartition se justifie par les potentiels qu'offrent ces provinces au développement de l'industrie de Madagascar. Pour le cas d'Antananarivo, les raisons peuvent être expliquées par la présence de main d'œuvre assez qualifiée et de la facilité sur l'électrification, la présence des zones franches industrielles qui profitent de la main d'œuvre abondante dans la capitale, **l'orientation vers les biens de consommation**. Toamasina est favorable pour les activités industrielles vue l'implantation du port international dans cette province de Madagascar.

Madagascar présente les caractéristiques des pays sous industrialisés. En effet, l'industrie qui se spécialise dans les biens d'équipement est encore faible. En 1997, cette branche représentait 25% des entreprises contre 25% pour le secteur des biens intermédiaires et 56% pour les biens de consommations³⁰. De ces données, on peut dire que le secteur industriel de Madagascar est mal relié. Cela se répercute sur

³⁰INSTAT, Projet MADIO, *le secteur industriel formel à Madagascar*, juillet 1999

le dynamisme de l'économie. De plus, la majorité des industries se limite sur le marché national.

II.1.1.2. Les structures de l'emploi dans le secteur industriel.

II.1.1.2.1. Le niveau de l'emploi dans le secteur.

Le niveau de l'emploi dans le secteur a augmenté en 1996³¹. Ceci est passé de 154300 à 163800. Ce qui correspond donc à un taux d'accroissement de l'ordre de 6.1%³². Pourtant, cette création d'emploi reste encore insuffisante. En effet, la création d'emploi est limitée à cause de la taille des entreprises créées et du niveau de qualification de la main d'œuvre. Remarquons que les entreprises qui se créent à Madagascar sont en générale des petites entreprises, d'où la limitation en nombre de travailleurs. A cela s'ajoute aussi le faible niveau de qualification de la main d'œuvre faute de formation.

La structure de l'emploi se diffère pour les sociétés et les quasi-sociétés. Pour la première catégorie, deux branches emploient le plus de main d'œuvre. Il s'agit de l'industrie textile et de l'industrie du cuire d'un côté et de l'agro-industrie d'un autre côté. Leurs contributions à la création d'emploi sont respectivement de 28% chacun³³. Par contre, dans la deuxième catégorie il y a le BTP qui emploi 34.4%. Les industries du bois, de la papeterie et d'édition accaparent 15.7%. Et enfin, les industries alimentaires qui utilisent 15.2% de l'emploi. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui représentent 36.6% des entreprises arrive à créer les 19.7% de l'emploi total dans le secteur industriel formel³⁴.

³¹ INSTAT, Projet MADIO, *le secteur industriel formel à Madagascar*, juillet 1999

³² Idem

³³ Idem

³⁴ Idem

II.1.1.2.2. La rémunération des emplois.

En 1996, la rémunération moyenne des salariés dans l'industrie formelle s'élevait à 2.829 millions de franc malgache (Fmg) par an, soit l'équivalent de 236 000 Fmg par mois. Cette rémunération inclue déjà les différentes charges sociales qui pèsent sur les salariés et les différents avantages qu'ils perçoivent. La branche qui rémunère le plus les employés est celle de l'énergie avec un salaire par an de 7.705 millions Fmg³⁵. L'industrie chimique, elle accorde à ses employés une rémunération de 3.962 millions de Fmg.

D'après le projet MADIO du 1999 encore, les employés de la branche BTP et celle de la papeterie, du bois et de l'édition sont les moins payés dans le secteur.

Ces écarts s'expliquent par la taille de l'entreprise. En effet, les entreprises de type SQS (Société et Quasi Société) sont les plus rémunérateurs tandis que les entreprises individuelles sont les moins rémunérateurs.

Il est aussi à préciser que l'écart entre les salaires perçus par les employés s'explique par leur niveau de qualification. Ce sont ceux qui ont investis le plus dans les formations qui sont les plus rémunérés.

II.1.2. Le capital et les investissements, la production et les coûts dans le secteur industriel³⁶.

II.1.2.1. Le capital et les investissements industriels.

II.1.2.1.1. Le capital industriel.

Le niveau de capital, tout comme le niveau de l'emploi se diffère en fonction du type de l'entreprise. Les entreprises qui disposent le plus de capital sont celles de type SQS (Société et Quasi Société). Elles possèdent un capital de 4 milliards de Fmg (toujours selon le projet MADIO). Par contre, les entreprises individuelles n'en possèdent que 15 millions de Fmg. L'écart est vraiment remarquable.

³⁵ INSTAT, Projet MADIO, *le secteur industriel formel à Madagascar*, juillet 1999

³⁶ Idem

Le secteur de l'énergie semble être le plus fort en intensité capitalistique ; puis, arrive en deuxième place le secteur de l'agro-industrie. Les industries extractives, les industries alimentaires et les BTP se retrouvent en dernière place.

En ce qui concerne le capital des entreprises du secteur industriel formel, il est important de noter que la majorité est détenue par les opérateurs nationaux (67%) qui se répartissent comme suit : 65% sont détenus par les privés et 35% publics. Le reste, c'est-à-dire 33% est détenu par les étrangers. Cette part provient à 63% du fonds français, 7% japonais, 6% mauricien et 4% chacun pour la Chine populaire, Luxembourg et l'Italie.

Une autre remarque est que le taux d'utilisation des capacités productives s'est augmenté depuis l'année 1997 ; cet accroissement passait de 73% à 84%. Cela s'explique en fait par l'accroissement des investissements d'extension qui a eu des effets sur la capacité globale du secteur industriel.

II.1.2.1.2. Les investissements industriels.

Le volume des investissements dans le secteur s'élevait à 404 milliards de franc malgache en 1997. Si on enlève les investissements dans le secteur de l'énergie, le volume sera de 331 milliards Fmg. Hors énergie donc, le volume des investissements dans le secteur est à peu près 11% du capital du secteur. On constate que l'effort de recapitalisation est plus conséquent dans le secteur de l'énergie, du textile et cuir et dans l'agro-industrie. 77% des investissements se sont orientés vers l'extension de l'activité dans le but d'augmenter les capacités productives, et pour les rénovations.

Il est aussi à noter que les investissements dans les SQS sont plus importants que dans les Entreprises Individuelles (EI). Ces investissements sont respectivement de 25% et 8%. Les EI ont effectué en moyenne 2.9 millions de Fmg. Par contre, les SQS ont effectuées 517 millions et si on enlève les investissements effectués dans le secteur énergie, le montant s'élève à 419 millions de Fmg.

En ce qui concerne le financement des investissements, celui-ci est principalement couvert à 80% par les fonds propres. Les SQS couvrent leurs besoins

de financement à 81% par leurs fonds propres. Par contre, les EI les couvrent à 68%. La participation des crédits bancaires se situe à 15% du financement total. Les Entreprises Individuelles reçoivent la majorité du financement par des crédits bancaires. Quelques industries ont recours au crédit bancaire vue leur facilité d'y accéder : Il s'agit notamment de l'industrie du textile et cuire, de l'industrie du bois, de la papeterie, et de l'édition et de l'agro-industrie. Leurs taux de financement bancaire sont respectivement 33%, 26% et 24%.

Autre le financement par fonds propre et par crédits bancaires, les investissements sont aussi financés par les subventions et les dons qui financent à hauteur de 5% du capital.

II.1.2.2. La production et les coûts du secteur industriel.

II.1.2.2.1. Structure de la production industrielle.

Le secteur industriel de Madagascar se concentre pour l'essentiel sur la production de biens manufacturiers. D'après les données fournies par le projet MADIO en 1997, la valeur de la production du secteur industriel formel a été de 5818 milliards de Fmg avec un chiffre d'affaire de 6385 milliards de Fmg. Les entreprises dont la participation des investisseurs étrangers est majoritaire sont les plus performantes. Elles ont dégagées à elles seul 42.5 % de la valeur ajoutée totale du secteur. Les entreprises privées nationales, par contre ont contribué à 38.5% du total.

Si nous raisonnons en termes de taille des entreprises, la contribution à la formation de cette valeur ajoutée se diffère. En effet, les micro-entreprises représentant 57.4% des entreprise dans le secteur ont contribuées à 2.4%, les petites et moyennes entreprises (PME) ont pour leur part contribuées à 25.4% (elles représentent 38% des entreprises industrielles) et les grandes entreprises ont participé à plus de quatre cent neuf fois de celle des micro-entreprises.

II.1.2.2.2. Le coût de production

Comme toute unité productive, les entreprises du secteur industrielles supportent des coûts pour leur production et leur fonctionnement. Ces coûts sont le plus souvent les coûts liés à la gestion du personnel, les impôts et taxes divers que les entreprises doivent verser à l'Etat. Pour leur production, les entreprises ont besoin des matières premières. L'acquisition de ces intrants leur génère des coûts tels les coûts de transport, les coûts de transactions, de transit... La hausse des coûts est liée à la difficulté d'acquérir les diverses informations.

II.2. La contribution du secteur industriel dans le développement économique de Madagascar.

Le secteur industriel malgache est appelé à fournir à l'économie une croissance économique qui mènera le pays vers le développement économique. Quelle place tient le secteur industriel dans l'économie ? Quelle est sa contribution dans le développement économique de Madagascar ? Telles sont les questions que nous allons répondre dans cette partie. Pour cela, on va développer successivement les impacts du secteur industriel sur la croissance économique, puis les impacts sur le commerce extérieur de Madagascar.

II.2.1. Les impacts sur la croissance économique.

C'est dans cette section que nous allons apprécier la place du secteur industriel dans l'économie malgache. On va donc analyser sa contribution au PIB (Produit Intérieur Brut), puis l'évolution de la production du secteur.

II.2.1.1. Appréciation de la place du secteur industriel dans l'économie de Madagascar

En 2009, le secteur secondaire ou secteur industriel a connu une récession. Le taux de croissance du secteur est de -7.4%³⁷. Cette décroissance est sans doute l'effet de la crise politique survenue dans le pays. Mais pour apprécier la place de ce secteur dans l'économie, on va se référer aux études faites pendant les périodes hors crise. En effet, si on considère l'évolution des différents secteurs de 2006 à 2008 on constate que le secteur est en expansion avec un taux de croissance de 8.9% en 2008³⁸.

II.2.1.1.1. Contribution du secteur dans le Produit Intérieur Brut (PIB).

Le secteur secondaire a encore une faible participation dans la production. Le secteur n'a généré que le 1 % de la croissance du PIB en 2008.

Tableau 4: Croissance sectorielle et contribution à la croissance du PIB³⁹

Rubriques	Contribution à la croissance du PIB			Croissance annuelle (en pourcentage)	
	2006	2007	2008	2007	2008
Secteur primaire	0.7	0.7	0.9	2.2	3.2
Secteur secondaire	0.4	1.1	1.0	9.7	8.9
Secteur tertiaire	3.6	3.9	4.5	7.8	9.0

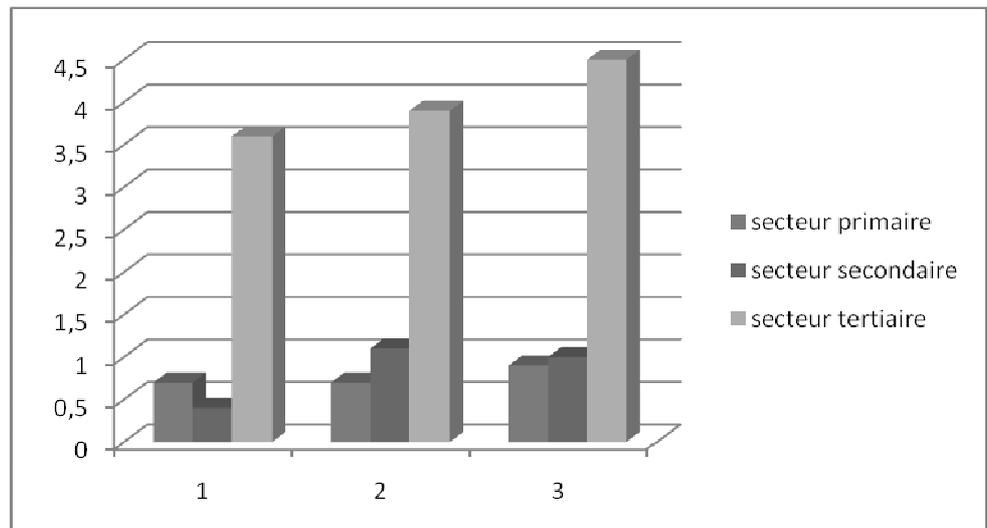
Source : INSTAT

³⁷ INSTAT, *tableau de Bord de l'économie de Madagascar*, juillet 2010

³⁸ Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2008*

³⁹ Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2008*

Graphique 1 : Evolution annuelle de la contribution des secteurs dans le PIB (2006 à 2008)



1:2006 ; 2:2007 ; 3:2008

De 2006 à 2007, la contribution du secteur secondaire au PIB a connu une nette amélioration. La croissance s'est doublée en 2007 qui est passée de 0.4% à 1.1%. Cette situation s'est maintenue en 2008 (avec une petite différence de 0.1%).

Cette situation montre que Madagascar est encore sous industrialisé malgré l'évolution de la contribution de ce secteur dans le PIB. Cette situation peut être expliquée par le fait que les industries malgaches ne sont pas reliées entre elles. Ce qui n'entraîne pas des effets d'entrainements dans l'économie toute entière. Les effets de liaison entre les branches sont insuffisants ou même inexistante pour pouvoir assurer des impacts importants sur la croissance économique du pays et donc au développement économique. La raison est qu'il y a une inégale répartition géographique des industries.

Le secteur abrite des industries extractives qui ne créent pas d'effets considérables sur l'économie puisqu'à Madagascar, il n'existe pas encore des industries de transformation de produits dérivés de ces industries extractives. Le pays est donc obligé d'exporter ces produits à l'état brut. C'est donc un avantage comparatif mal exploité par le pays.

II.2.1.1.2. La valeur ajoutée industrielle.

Les branches dans le secteur ont leur part respective dans la production. La valeur ajoutée dégagée par ce secteur se situe à 74.9 milliard d'Ariary en 2008 contre 68.8 milliard en 2007 soit donc une variation de 8.8% entre ces deux années.

De 2007 à 2008 on constate que la croissance de la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire a légèrement fléchi. Cette variation est imputable au fléchissement de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire qui est passée de 8% à 9% en 2008. Il y a aussi le ralentissement de l'activité des industries de boissons (de 7,9 pour cent à 7,5 pour cent en 2008). Ces ralentissements s'expliquent par la hausse considérable des prix des matières premières, surtout les produits céréaliers de base, puis, l'influence de la crise alimentaire mondiale. On constate aussi que la performance des Zones Franches Industrielles (ZFI) a baissé. Après une croissance de 28,6 pour cent en 2007, elle s'est baissée à 8,6 pour cent en 2008. Une diminution qui se fait sentir. Ce ralentissement est imputable à des facteurs tant externes qu'internes. *« Sur le plan externe, la baisse de la croissance des entreprises franches (notamment textiles) s'explique par l'essoufflement de la demande mondiale lié aux difficultés d'écoulement des stocks dans les pays de la zone euro, mais aussi par la concurrence de plus en plus poussée des exportations de textiles en provenance de l'Egypte. Sur le plan interne, cette baisse peut s'expliquer par l'appréciation de l'ariary qui affecte les recettes des entreprises franches, et au coût élevé de l'énergie qui grève de plus en plus leurs charges »*⁴⁰.

Mais d'autres secteurs ont connu des performances satisfaisantes. C'est notamment le cas des industries extractives qui ont pour leur part enregistré une performance remarquable car après avoir reculé de 7,2 pour cent en 2007, la valeur ajoutée de ce secteur a augmenté de 90 pour cent en 2008, une performance induite par l'amélioration du cours de la chromite sur le marché et aussi de la hausse de la production nationale. La branche des industries extractives représente un secteur clé

⁴⁰ Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2008*

pour la croissance économique et le développement de Madagascar. C'est d'ailleurs l'une des défis énoncés dans le Plan d'Action Madagascar (MAP)⁴¹.

Une autre industrie qui a connu une performance est celle des Matériaux de construction. Le taux de croissance est passé de 8,5 pour cent à 20,0 pour cent. Une croissance induite par l'accélération de la demande que ce soit publique (construction d'infrastructures routières, hôtelières, bâtiments) ou privée (demande des sociétés minières).

⁴¹ MAP, Engagement 6, Défi 7, Développer intensivement le secteur minier

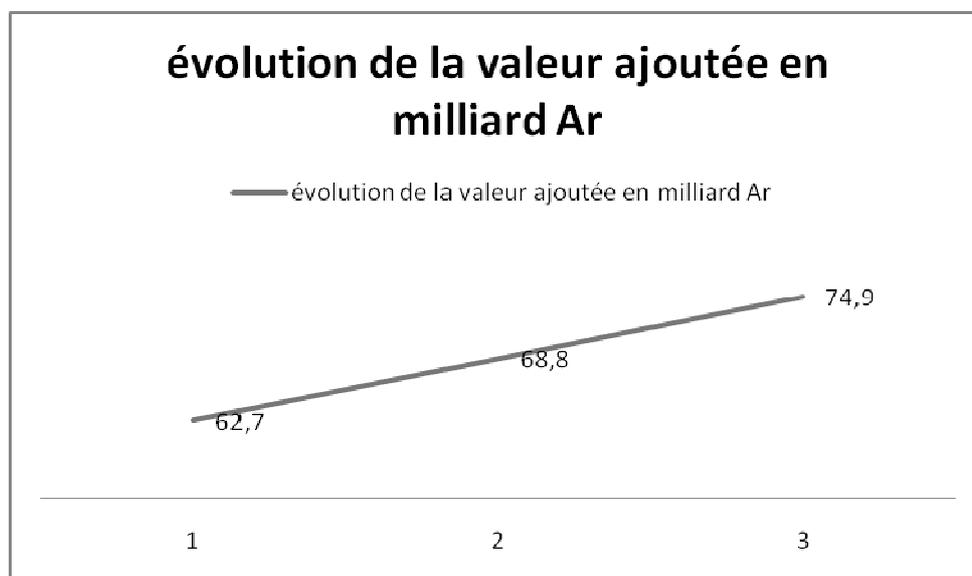
Tableau 5: Secteur secondaire, valeur ajoutée au prix constant⁴²

Rubriques	En milliards d'Ariary (aux prix de 1984)			Variation annuelle (en pourcentage)	
	2006	2007	2008	2007	2008
Secteur secondaire	62.7	68.8	74.9	9.8	8.8
Agro industrie	1.2	1.1	1.1	-9.5	-0.4
Industrie extractive	1.3	1.2	1.3	-7.2	9
Energie	7.7	8.1	9.2	5.6	13.3
Industrie alimentaire	10.7	11.6	12.5	9	8
Industries des boissons	11.7	12.6	13.5	7.9	7.5
Industries du tabac	3.6	3.9	4	6.5	3.9
Industries des corps gras	2	2	2.1	3.4	5.7
Industries pharmaceutique	2.4	2.6	2.8	10.4	5.1
Industries textiles	0.9	0.8	0.8	-10.4	4.1
Industries du cuir	0.2	0.2	0.2	5.4	5.1
Industries du bois	1.7	1.9	2.1	8.8	12.5
Matériaux de constructions	1.8	2	2.4	8.5	20
Industries métalliques	2.6	3.3	3.8	25.8	15
Matériaux de transport	1.2	1.2	1.3	5.2	8.9
Appareils électriques	4.2	4.3	4.6	2.9	7.9
Industries du papier	0.5	0.5	0.5	0	3.5
Autres	0.9	0.9	1.0	5	5
ZFI	8.3	10.6	11.6	28.6	8.6

Source : INSTAT

⁴² Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2008*

**Graphique 2: Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire
2006 à 2008**



1 : 2006; 2 : 2007 ; 3 : 2008

On remarque sur cette courbe que la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire suit une tendance à la hausse qui est un bon signe pour l'économie.

II.2.1.2. La production des industries de Madagascar.

Pour mieux appréhender la production du secteur industriel, on va analyser l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI) des entreprises du droit commun.

II.2.1.2.1. L'indice de production industrielle malgache.

La production de produits alimentaires caractérise le tissu industriel malgache. Le poids de cette activité s'élève à 19.61% (base 2001)⁴³. Avec ce poids élevé, la production de produits alimentaires a un indice de production très important. Son indice s'élève à 145.3 en 2006. En 2007, l'indice s'est encore accru en atteignant le niveau de 160.8. Cet accroissement a beaucoup influencé l'indice de

⁴³ INSTAT, *situation économique au 1^{er} janvier 2008*.

production global du secteur qui est de 140.4 cette même année. Par rapport à l'année 2006 donc, l'indice global a connu une croissance de 8.1%.

On remarque aussi que l'industrie de la boisson contribue énormément dans la production industrielle de Madagascar. Son indice de production est de 132.5 en 2006 et s'est augmenté à 141.1 en 2007. La production de cette activité a donc évolué à un taux égal à 6.6% entre les deux années.

Du côté de la distribution de gaz, eau et électricité, son poids dans le secteur industriel n'est pas aussi négligeable (19.46%). L'indice de production de cette activité s'est nettement amélioré (144.7 en 2006 et 156.4 en 2007).

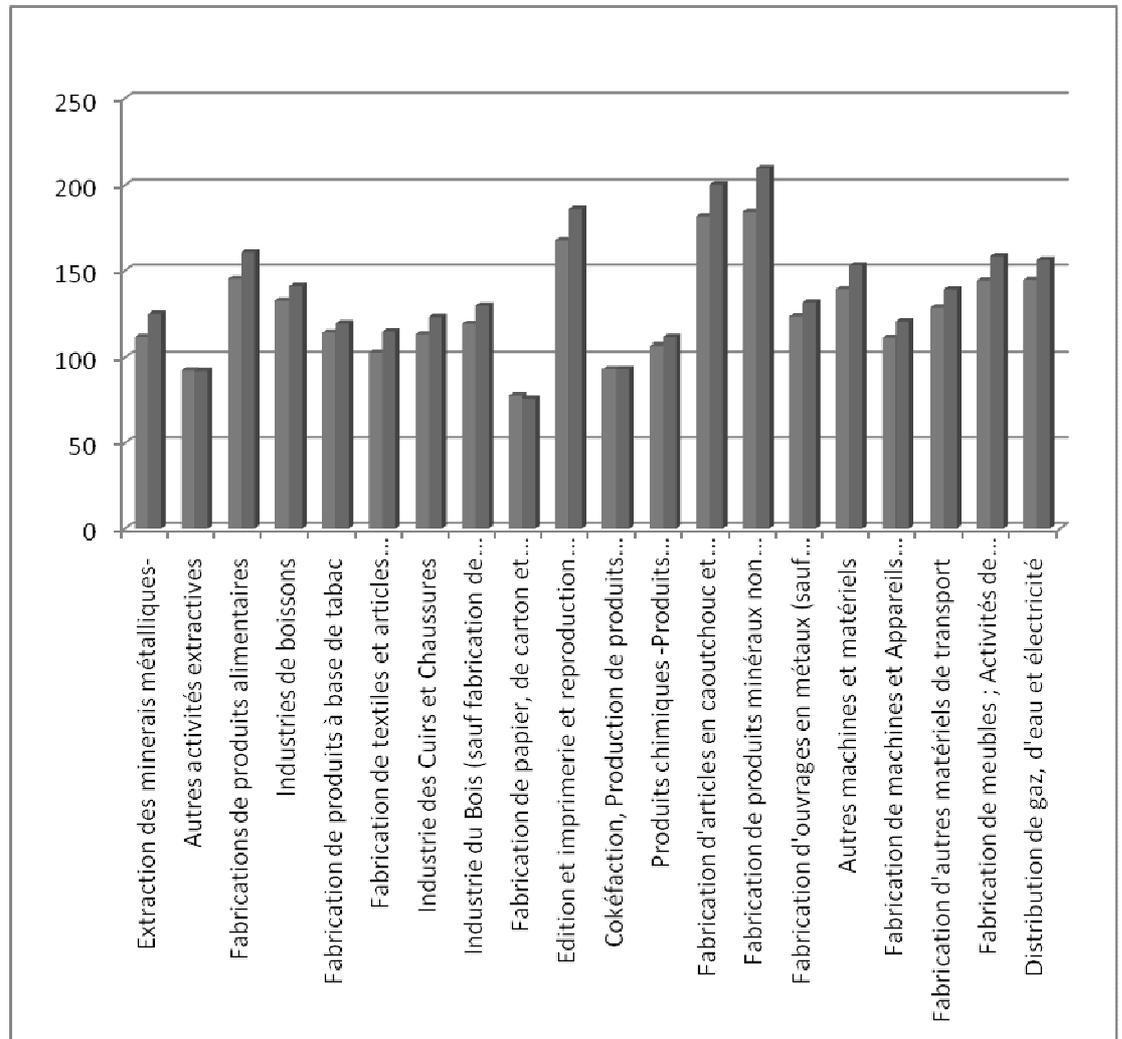
Tableau 6: Evolution des indices de production industrielle IPI des entreprises du régime commun par division entre 2006 et 2007⁴⁴

Division	Poids	2001	2006	2007
Extraction des minerais métalliques	2,84%	100	111,2	124,8
Autres activités extractives	1,46%	100	92,4	92,2
Fabrications de produits alimentaires	19,61%	100	145,3	160,8
Industries de boissons	12,52%	100	132,5	141,1
Fabrication de produits à base de tabac	5,59%	100	113,9	119,2
Fabrication de textiles et articles d'habillements	6,16%	100	102,9	114,5
Industrie des Cuirs et Chaussures	1,34%	100	112,8	123
Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,75%	100	119	129,6
Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,56%	100	77,8	76
Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,86%	100	167,8	186,1
Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	14,40%	100	93,2	93,2
Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	3,92%	100	106,5	111,2
Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,50%	100	181,8	200,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	6,79%	100	184,4	209,9
Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines)	0,24%	100	123,3	131,5
Autres machines et matériels	0,10%	100	139,3	153,1
Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,52%	100	110,7	120,4
Fabrication d'autres matériels de transport	1,79%	100	128,5	139,1
Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,59%	100	144,3	158,5
Distribution de gaz, d'eau et électricité	19,46%	100	144,7	156,4
ENSEMBLE	100%	100	129,9	140,4

Source : INSTAT/DSE

⁴⁴ INSTAT, *situation économique au 1^{er} janvier 2008*

Graphique 3: Evolution des IPI des entreprises du régime commun par division entre 2006 et 2007



On arrive donc à la conclusion que l'industrie malgache est orientée vers la production des biens de consommation ; en plus, la majorité des entreprises industrielles trouvent leur débouché sur le marché local. L'industrialisation par substitution aux importations reste, pour l'essentiel, la stratégie appliquée à Madagascar pourtant, le pays s'est ouvert aux marchés internationaux.

II.2.1.2.2. La production des Zones Franches Industrielles

Les Zones Franches Industrielles reflètent la théorie d'Heckscher-Ohlin sur la spécialisation de l'industrie par rapport au facteur abondant dans le pays. Les Zones Franches contribuent beaucoup dans le développement de l'industrie malgache. Elles sont une structure qui permet de bénéficier des avantages que Madagascar possède surtout en termes de main d'œuvre.

Compte tenu des données sur l'indice de production industrielle des entreprises franches entre 2001 et 2002⁴⁵, on peut diviser la Zone Franche en trois. Il y a la division Fabrication de textiles, la Fabrication d'articles d'habillements et autres.

Entre le troisième et quatrième trimestre 2002, chaque division a connu une hausse importante de leur production.

Les divisions fabrication de textiles et fabrication d'articles d'habillement sont plus sensibles aux différents chocs que ce soit en interne ou en externe. Par exemple, en 2002, la production de ces activités a largement diminué :

- La production de la fabrication de textiles s'est baissée. L'indice de production était de 165.6 en 2001 pour descendre à 61 en 2002.
- Pour la fabrication d'articles d'habillement, l'indice de production est passé de 116.3 en 2001 à 49.6 en 2002.

La division « autre », par contre a été épargnée par la crise ; en effet, sa production a augmenté durant ces deux années. L'indice de production a été de 143.7 en 2001 et de 157.6 en 2002. Précisons que cette division se compose des fabrications alimentaires, de l'industrie du cuir et chaussures, de l'industrie du bois

⁴⁵ INSTAT, *indices de production industrielle de entreprises franches quatrième trimestre 2002*, juin 2003, n°ZF-07

sauf la fabrication de meubles, la fabrication d'instruments médicaux, d'horlogerie et les industries diverses.

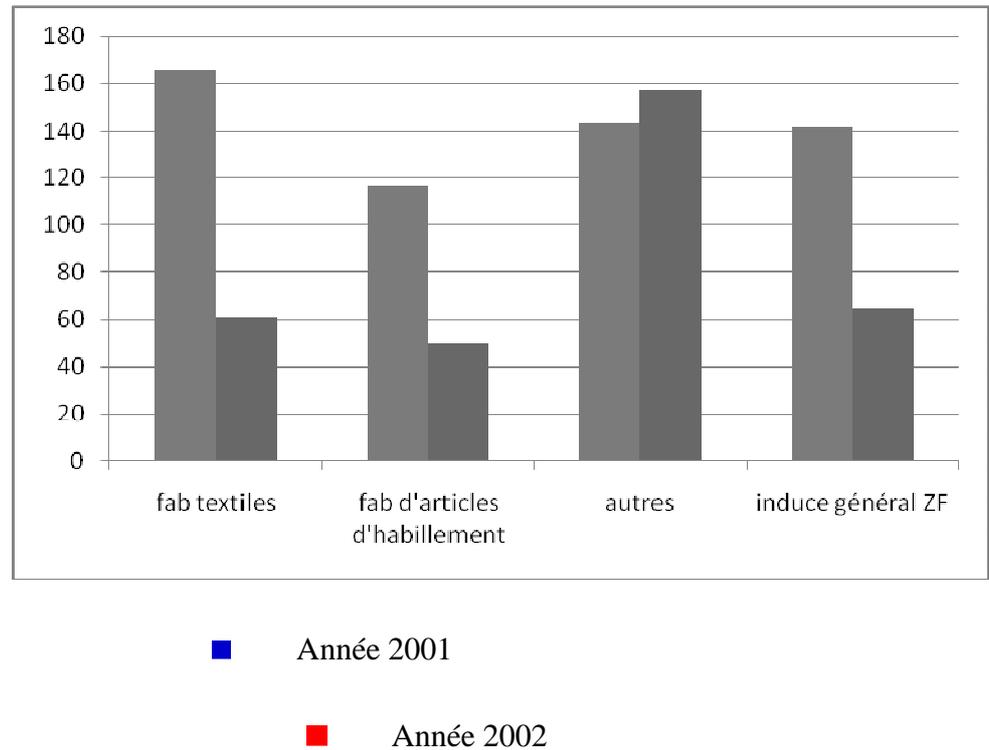
On constate donc une diversification des activités dans cette branche de l'industrie malgache.

Tableau 7: Evolution des indices de la production industrielle des principales divisions

Divisions	Poids	Base 2000	Année 2001	Année 2002
Fabrication de textiles	428	100	165.6	61.0
Fabrication d'articles d'habillement	472.2	100	116.3	49.6
Autres	96.8	100	143.7	157.6
Indice général ZF	100	100	141.7	65.0

Source : Enquête trimestrielle auprès des entreprises franches. INSTAT

Graphique 4: Courbe d'évolution des IPI des principales divisions



II.2.2. Les impacts sur le commerce extérieur

« Les différents documents de stratégies appuient le choix de Madagascar pour l'ouverture de son économie aux marchés extérieurs afin de soutenir sa croissance économique. L'ouverture de l'économie est une option soutenue par le gouvernement malgache pour accéder à une forte croissance économique. L'opportunité des échanges entre les pays rehausse le niveau de satisfaction des consommateurs qui peuvent disposer de plus de choix en matière de biens et services. Les échanges favorisent également le développement d'un secteur productif efficient, grâce aux termes de l'échange sur le marché mondial. Le bien-être de l'ensemble des agents économiques dans les pays engagés dans les échanges commerciaux se trouve alors amélioré »⁴⁶.

⁴⁶ CREAM, *Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, cahier de Recherches en Analyses Economique n°13/2009

II.2.2.1. L'industrie malgache et les marchés extérieurs

II.2.2.1.1. L'ouverture aux marchés extérieurs

L'ouverture est l'une des bases de la stratégie adoptée par Madagascar. Cela, dans le but d'étoffer le tissu industriel du pays. Le pays compte énormément sur la dynamisation des secteurs d'exportations notamment sur le secteur secondaire pour relancer la croissance économique. Pourtant à Madagascar, moins nombreuses sont les entreprises qui s'ouvrent vers l'extérieur mais leur poids dans le tissu industriel est loin d'être négligeable. Cela s'explique par le faible niveau de compétitivité des industries malgaches. La compétitivité de ces industries est pénalisée surtout par :

- La faiblesse des infrastructures.
- La rupture des régimes commerciaux d'exception (l'accord multifibre).
- Un coût de production exorbitant notamment les coûts liés à l'énergie et l'acquisition des équipements techniques.
- Le problème du taux de change.
- L'environnement des affaires.

Les infrastructures de communication à Madagascar sont faiblement développées ou même inexistantes dans certaines zones. Ce qui limite les incitations des entrepreneurs à investir. Ce manque d'infrastructure se répercute aussi sur l'incitation à s'ouvrir au marché extérieur. En effet, les entrepreneurs malgaches ont du mal à avoir les informations sur l'évolution du commerce extérieur, notamment en matière de prix et de quantité. Le problème de l'énergie nuit aussi à l'efficacité des industries malgaches. Le plus souvent, les entrepreneurs sont obligés d'installer eux même les infrastructures qui leur permettraient de fournir de l'électricité. C'est le cas par exemple de l'industrie extractive QMM au Sud Est de Madagascar. En ce qui concerne l'environnement des affaires, on constate une tendance du secteur économique démontrant une concurrence déloyale. Plus de 50% des entreprises

confirment bien cette situation⁴⁷. A cela s'ajoute aussi la volatilité du taux de change. Le faible niveau de notre change devait être une source de compétitivité prix pour les produits d'exportations malgaches.

Dans le cadre du projet MADIO 1997, on constate que 31.2 pour cent de la production manufacturière est consacrée pour les exportations. Cette part est plus importante pour les industries textiles, des industries extractives et celles de l'agro-industrie. Pour le cas des industries textiles, leurs productions sont essentiellement exportées. Cette exportation est surtout favorisée par l'existence des zones préférentielles comme l'AGOA par exemple. Les 4/5 des exportations de produits manufacturiers émanent des industries textiles et de l'agro-industriel. Avec l'industrie extractive, le volume des produits exportés représente 91% du volume global.

La nécessité de se tourner vers les exportations s'explique sans aucun doute par le fait que le marché local est limité. La majorité de la population sont pauvre, ce qui fait donc que le pouvoir d'achat est faible et la demande est donc réduite.

Les entreprises qui exportent une partie de leur production sont à l'origine de 38,8% de la production, et de 36,8% de la valeur ajoutée industrielle, alors qu'elles ne représentent que 3,5% des unités de production industrielles formelles⁴⁸. Ces entreprises sont en général des grandes entreprises. Pourtant, leur performance est limitée. Du fait de la jeunesse de nos entreprises exportatrices, elles se heurtent à la forte concurrence des multinationales étrangères. Ces entreprises exportatrices supportent d'énormes coûts vus leur forte intensité en main-d'œuvre.

La performance à l'exportation de ces entreprises est aussi influencée par les événements politiques qui se passent dans le pays. A titre d'exemple, les exportations des Zones Franches Industrielles du textile sont réduites car les avantages qu'elles ont bénéficiées de l'AGOA sont actuellement suspendus.

⁴⁷INSTAT, Projet MADIO, *le secteur industriel formel à Madagascar*, juillet 1999

⁴⁸INSTAT, Projet MADIO, *le secteur industriel formel à Madagascar*, juillet 1999

II.2.2.1.2. Les avantages comparatifs liés aux exportations malgaches

L'industrie malgache bénéficie de certains avantages comparatifs. En premier lieu, la position centrale de Madagascar dans l'océan indien fait de Madagascar un point important pour le commerce régional entre les différents pays d'Afrique. L'intégration de Madagascar dans les zones d'intégration régionale comme le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Commission de l'Océan Indien (COI) et la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) offre donc des opportunités pour les entrepreneurs malgaches d'accroître leurs échanges en bénéficiant d'un marché plus élargi.

– L'industrie textile.

Actuellement, le secteur industriel malgache compte plusieurs industries textiles dont la majorité sont des entreprises franches. Ces entreprises franches bénéficient d'un avantage relatif à un faible niveau des salaires et aussi des avantages fiscaux. Les mains d'œuvre bon marché sont en situation d'abondance à Madagascar. Une part importante de ces mains d'œuvre est accumulée par les entreprises franches. La rémunération est faible ce qui permet à ces entreprises d'avoir un coût de production assez réduit. Ce faible coût confère aux entreprises franches un certain niveau de compétitivité sur le marché extérieur, notamment au niveau des prix.

Les matières premières que ces industries exploitent se localisent aussi dans le pays même. On peut en citer par exemple le coton qui est en même temps un produit d'exportation de Madagascar et constitue la matière essentielle de la production du tissu et des fils en coton.

– L'industrie extractive.

Madagascar est aussi un pays où les ressources naturelles sont nombreuses. Ces ressources peuvent être exploitées pour servir le marché extérieur. Madagascar compte quelques industries extractives. A titre d'exemple, QMM (QIT Madagascar Minerals) dans le Sud Est de Madagascar qui exploite des sables minéralisés à forte teneur d'ilménite. Il y a aussi l'existence d'une industrie de raffinerie à Toamasina

qui offre au pays la possibilité d'exporter des produits pétroliers et ses produits dérivés sur les marchés extérieurs, surtout sur les marchés africains.

– L'agro-industrie.

L'agro-industrie est appuyée par le secteur agricole. Étant donné que Madagascar est un pays à vocation agricole, l'agriculture offre à cette branche de l'industrie des ressources et des matières premières nécessaires à ses activités. Le développement de l'agro-industrie est donc soutenu par l'agriculture.

L'agro-industrie a des potentiels de diversification des produits. Cette branche de l'industrie importe peu ses consommations intermédiaires puisque les ressources nécessaires existent déjà dans le pays avec des coûts de production réduits. Cela fait que les produits de l'agro-industrie est compétitive en matière de prix sur les marchés extérieurs.

II.2.2.2. Contribution du secteur industriel dans le commerce extérieur de Madagascar.

II.2.2.2.1. Le poids des exportations industrielles.

Madagascar dispose d'un fort potentiel de diversification des exportations. La stratégie de Madagascar relative à l'exportation des produits industriels s'appuie sur le secteur de la Zone Franche Industrielle essentiellement dans la production des produits textiles destinés aux marchés américains et européens. Plus de 50% des produits d'exportation fabriqués dans la Zone Franche Industrielle sont destinés aux marchés européens. Il y a aussi l'accès préférentiel au marché américain qui a été également accordé à Madagascar dans le cadre de l'AGOA.

Le secteur secondaire offre une possibilité de diversification des produits exportés par Madagascar. En général, le secteur abrite quelques branches d'activités à savoir l'industrie textile et du cuir, l'industrie extractive, l'industrie alimentaire, boisson, tabac et corps gras, l'agro-industrie. On y rencontre aussi des industries chimiques, les industries du bois et celles de la papeterie et de l'édition.

L'industrie du textile et du cuir se révèle plus importante dans les exportations du secteur secondaire. Les exportations de cette branche représentent 44.4% de l'exportation manufacturière du pays. Elle exporte plus de 60% de sa production. La spécialisation de la manufacture malgache dans cette branche est ainsi mise en évidence. Cela s'explique surtout par le développement des Zones Franches Industrielles dans le textile.

Cette branche est suivie par l'agro-industrie qui représente 21.7% des exportations manufacturières de Madagascar. Sa part des exportations dans la production totale se situe à 47.5%. L'agro-industrie est soutenue par le secteur primaire qui lui fournit les matières premières. On constate donc que cette branche exerce des effets externes sur les autres secteurs. De plus, elle permet de valoriser les produits agricoles dans les exportations.

Par contre les Industries alimentaires, boissons, tabacs, corps gras et les industries Industrie du bois, papeterie et édition contribuent très peu dans les exportations manufacturières. Leurs parts sont respectivement 2% et 2.7%. Cette faible part peut s'expliquer par le niveau des normes imposées par le marché mondial. En effet, les industries malgaches n'ont pas encore la possibilité de satisfaire à ces normes, ce qui limite donc les exportations de ces produits.

On remarque aussi que ce sont les industries de type SQS qui exportent les plus leurs productions. Les Entreprises individuelles (EI) sont moins favorables à exporter. Cette situation s'explique notamment par la taille de ces entreprises. En effet, leur production se limite à la satisfaction des demandes locales. Les industries textiles et les industries alimentaires de type EI n'exportent pas leur produit. Ce sont donc celles qui sont de type SQS qui sont les plus performantes dans la production et participent le plus aux exportations. D'autant plus, les EI sont des entreprises à forte intensité en main d'œuvre. Ce qui accroît leur coût de production par rapport aux SQS qui sont plus capitalistique.

**Tableau 8: Le poids des exportations dans la production des entreprises
Industrielles formelles⁴⁹**

BRANCHES	Part des exportations dans la production			Nb de SQS qui exportent en %	Répartition des exportations manufacturières en %
	EI	SQS	TOTAL		
Industrie extractive	59,7	99,1	85,1	79,3	13,9
Agro-industrie	7,2	52,9	47,5	47,6	21,7
Industries alimentaires, boissons, tabacs, corps gras	0	3,5	2,6	15,1	2
Industrie du textile et du cuir	0	62,3	61	65,8	44,4
Industrie du bois, papeterie et édition	20	8,2	11,5	26,8	2,7
Industrie chimique	0	12,5	12,2	12,9	2,4
Industries diverses	23,1	15,7	11,4	37,9	4,5
Energie	-	11,5	11,5	50	8,4
TOTAL	14,7	29	27,3	32,5	100

Source : Enquête annuelle dans l'industrie EAI96, calculs MADIO.

⁴⁹ INSTAT, *LE SECTEUR INDUSTRIEL FORMEL A MADAGASCAR : Caractéristiques, performances, perspectives, ENQUETE ANNUELLE DANS L'INDUSTRIE*, Exercice 1995, fév1997

II.2.2.2.2. La contribution à l'amélioration de la balance commerciale.

La part du secteur industriel dans la balance commerciale ne cesse de s'accroître. Plus haut, on a vu que les industries textiles affectent une part importante de leurs productions aux exportations. C'est donc la branche qui contribue le plus à l'amélioration du compte extérieur du pays. En 2001, les exportations de cette branche ont atteint les 2 482 milliards FMG⁵⁰. Le développement des zones franches assure donc la progression des exportations malgaches. Cette situation est justifiée par l'éligibilité de Madagascar dans l'AGOA (situation avant la crise de 2009).

Pour leur part, les industries alimentaires ont dégagé 518 milliard d'Ariary en 2008 contre environ 486 milliard d'Ariary en 2005. Cette valeur en 2008 a un peu fléchi par rapport à celle de 2007 (654 152 789 609 Ariary), une valeur presque proportionnelle à celle en 2006. Le secteur industriel exporte aussi des matières premières surtout les ressources minières.

La valeur des exportations en matières premières s'affichait à environ 300 milliard Ariary et qui s'est évoluée progressivement en 2006 (environ 340 milliard Ariary). Les exportations ont nettement augmenté en 2007 avec une valeur de plus de 540 milliard ariary. Cette hausse est attribuable notamment au développement des exploitations minières des deux grandes industries minières de Madagascar (QMM à Tolagnaro et DYNATEC à Ambatovy Moramanga).

Pour les exportations d'énergies, leur valeur a augmenté à plus de 88 milliards Ariary en 2005 à plus de 154 milliard Ariary en 2008. Le secteur des équipements a affiché plus de 90 milliard Ariary d'exportations en 2005 et s'est encore progressé à plus de 187 milliard Ariary en 2008.

⁵⁰ MDP- JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, juin 2004

Tableau 9: Evolution des exportations industrielles en valeur entre 2005 et 2008

	2005	2006	2007	2008
Label	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
Produits Alimentaires	485 836 154 528	654 673 199 611	654 152 789 609	518 814 770 277
Energie	88 732 571 641	167 044 497 852	104 075 245 755	154 976 508 872
Equipement	90 361 505 611	61 996 767 241	103 200 302 720	187 441 562 006
Matières premières	292 407 893 936	337 534 680 873	540 169 267 681	318 732 368 164
Autres biens	755 885 423 515	891 145 738 276	1 116 381 297 814	1 672 700 573 033
	1 713 223 549 231	2 112 394 883 853	2 517 978 903 579	2 852 665 782 352

Source : INSTAT/D S E/SSES/Commerce Extérieur

III. DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

III.1. DISCUSSIONS

De ceux qui ont été annoncés dans l'introduction, on a retenu la théorie de la croissance endogène, la théorie de la croissance de Schumpeter, la théorie de la croissance équilibrée de Ragnar-Nurske, la théorie de l'avantage comparatif de David RICARDO, la théorie d'HECSCHER-OHLIN et les théories de l'insertion internationale pour démontrer le lien entre industrialisation et développement. C'est à partir de ces théories que nous allons apporter les discussions relatives à ce lien pour le cas de Madagascar.

Discussion 1: Industrialisation et développement de Madagascar dans la théorie de la croissance endogène.

On a vu dans la partie théorique que la théorie de la croissance endogène considère quatre variables pour expliquer la croissance. Il s'agit du capital physique, de la technologie, du capital humain et du capital public. Ces variables ont des impacts sur le développement industriel, donc, sur le développement du pays. On va analyser l'état de ces variables à Madagascar et leurs effets sur l'industrialisation et le développement du pays.

- Le capital physique

On sait que l'acquisition des divers équipements techniques nécessaires à la production engage les entrepreneurs à réaliser de grands investissements. Pourtant, leurs actions sont limitées par la faiblesse de leur capacité d'autofinancement. A cela s'ajoute le problème d'accès au financement. Par conséquent, les investissements en capital physique sont réduits. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi Madagascar est encore sous industrialisé.

- La technologie

Le niveau technologique du pays est encore faible. Les technologies de production les plus pratiquées à Madagascar sont celles qui nécessitent une forte

intensité de mains d'œuvre. C'est le cas par exemple des Zones Franches de la branche textile. Il est vrai que cette technologie permet de mobiliser une grande partie de nos mains d'œuvre mais elle ne permet pas de réaliser des économies d'échelles que l'on peut espérer du secteur industriel.

- Le capital humain

Le capital humain est l'un des grands handicaps du secteur secondaire de Madagascar. En effet, la majorité de la main d'œuvre que l'on puisse affecter aux différentes tâches industrielles manquent de qualification. Ce qui réduit l'efficacité des investissements réalisés par les entrepreneurs et diminue le niveau de productivité globale. La raison de ce faible niveau du capital humain est la précarité du système éducatif malgache et du manque de formations professionnelles de qualités surtout celles relatives aux activités industrielles. On peut, par exemple, prendre le cas du secteur textile qui est de plus en plus développé à Madagascar, pourtant, la filière textile n'existe pas au niveau des universités.

- Le capital public

Le capital public est constitué par les différentes infrastructures que la collectivité met au profit des agents économiques. Il s'agit entre autre des routes, des lignes ferroviaires, des ports, des aéroports et des infrastructures de télécommunications. Ces différentes infrastructures sont d'une importance cruciale pour le développement du secteur privé. Pourtant, la majorité de ces infrastructures, surtout les lignes ferroviaires, sont en mauvais état et inexploitable. Ces infrastructures n'existent même pas dans certaines régions de la grande île. Cette situation nuit au développement du secteur privé. Les coûts liés au transport sont trop importants et relèvent les coûts de production. La croissance économique est donc retardée.

Discussion 2: Industrialisation et développement de Madagascar dans la théorie de la croissance de Schumpeter.

Il est énoncé dans la théorie de la croissance de SCHUMPETER que la croissance est stimulée par les innovations technologiques effectuées par des agents

motivés par les gains. Pour le cas de Madagascar, les investissements innovants, c'est à dire ceux affectés dans la recherche et développement sont encore faible. Les fruits des recherches effectués ne sont pas encore tangibles pour l'économie. Le problème qui les bloque réside au niveau des financements. Les investissements innovants présentent des risques relatifs à l'expérimentation et à leur réussite. C'est ce qui explique un peu la réticence des agents à y affecter trop de ressources financières. Les subventions étatiques sur ces recherches sont aussi insuffisantes ou n'existent même pas. Par conséquent, la croissance économique reste encore faible car on n'a pas la capacité de lancer des secteurs plus promoteurs pour l'économie.

Discussion 3: Industrialisation et développement de Madagascar dans la théorie de la croissance équilibrée de Raignar-Nurske.

L'idée principale de cette théorie étant la répartition des investissements dans toutes les branches industrielles pour surmonter les problèmes de débouché et pour créer le plus d'effets d'entraînement possible. Si l'on analyse en fond le secteur industriel de Madagascar, on ne constate pas vraiment que les industries existantes soient reliées entre elles. Toute industrie ne crée pas nécessairement de débouché aux autres et ne s'approvisionnent pas chez les autres fournisseurs résidents. Un exemple que l'on peut prendre est que l'industrie de fabrication des moyens de production est faiblement développée, or, elle devrait permettre à l'économie de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur via les importations des moyens de production.

Discussion 4: Industrialisation et développement de Madagascar par rapport aux stratégies d'insertion internationale.

L'ouverture aux marchés mondiaux devrait permettre à Madagascar d'accroître ses échanges et d'amorcer son développement économique. Pourtant, cette ouverture ne fait que renforcer la dégradation de l'économie. En effet, avec l'entrée massive des produits étrangers sur le marché interne, les entreprises malgaches voient leur part de marché se rétrécir de plus en plus. Les pertes sont vraiment importantes qu'elles risqueraient de fermer leurs portes. Cette situation

s'explique par le fait que l'on a exposé prématurément nos industries à la forte concurrence des grandes firmes étrangères.

Discussion 5: Industrialisation et développement de Madagascar par rapport aux théories du commerce international.

Madagascar dispose de nombreuses ressources naturelles exploitables pour promouvoir son développement industriel et une croissance soutenue. Il y a aussi l'existence de mains d'œuvre abondantes. Ces ressources constituent des avantages comparatifs et des avantages factoriels pour le pays. Malgré leur abondance, ces ressources, que ce soit les ressources naturelles ou les mains d'œuvre, ne sont que des avantages mal exploités. Les ressources minières par exemple sont exportées à l'état brut car les industries qui pourraient les transformer n'existent pas à Madagascar (cas de l'ilménite). Pourtant, on n'a pas dans la possibilité d'imposer leur prix sur le marché mondial. L'abondance en main d'œuvre devrait aussi conférer au pays le pouvoir de négociation vis-à-vis des investisseurs directs notamment en ce qui concerne la politique d'emploi à appliquer, mais malheureusement, le niveau de qualification est encore faible.

Si en résumé tout cela, on peut retenir quelques facteurs qui bloquent le développement industriel et le développement économique de Madagascar. Il s'agit du capital humain, des investissements publics, de la politique commerciale, de l'accès au financement et de l'innovation technologique. Ce qui nous amène aux différentes recommandations pour remédier à ces maux de l'industrie et au développement de Madagascar.

III.2. RECOMMANDATIONS

Recommandation 1: Accumulation du capital humain.

La principale source d'accumulation du capital humain est l'éducation. Cela ressort des interventions étatiques qui consistent à améliorer le système éducatif national.

- Les formations fournies au niveau des universités doivent viser à satisfaire les besoins des investisseurs nationaux et étrangers en matière de mains d'œuvre qualifiées.
- Il faut aussi développer les filières relatives aux activités industrielles existantes et celles qui sont susceptible d'être créées.
- L'Etat doit faire construire d'autres universités pour permettre au plus grands nombre de la population d'accéder à la formation professionnelle.
- Bien élaborer en avance le budget affecté à l'éducation nationale.

Recommandation 2: Les investissements publics.

La restauration et la construction de nouvelles infrastructures impliquent d'importants investissements de la part de l'Etat. En d'autres termes, l'Etat doit accroître ses dépenses sur les grands travaux publics notamment dans la construction de routes, la réhabilitation des lignes ferroviaires endommagées, la construction de nouveaux ports. Tout ca, pour désenclaver les différentes zones productrices, pour faciliter la circulation des produits, ce qui réduit les coûts de transport, et essentiellement, pour rapprocher les producteurs et les consommateurs.

Il y aussi le problème de l'énergie qui est un grand défi pour l'économie malgache. L'Etat doit veiller à favoriser la libéralisation de ce secteur afin que d'autres acteurs puissent y investir afin de rendre parfait la concurrence et d'accroître la production énergétique dans le but de satisfaire aux besoins des industriels.

Recommandation 3: La politique commerciale.

Le libéralisme économique actuel menace les industries locales. On a vu que l'ouverture aux marchés étrangers expose les industries nationales à la forte concurrence des produits étrangers. Il est alors important pour la viabilité de notre secteur industriel de procéder à une réforme de la politique commerciale qui doit offrir aux entreprises locales une certaine protection contre les produits d'importations. On peut appliquer le système de protection que nous avons vu dans l'Industrialisation par Substitution aux Exportations (dans la partie théorique).

- Donner aux entreprises locales des avantages fiscaux notamment sur leurs importations de biens équipements et d'inputs. Cela réduirait leur coût de production.
- Subventionner les recherches et développement nécessaire à leur développement.
- Pratiquer des taux de change faible pour relancer les exportations.

Recommandation 4: L'accès au financement et innovation technologique.

Le financement des activités industrielles s'écarte des activités des banques commerciales. Ces banques se spécialisent surtout dans le financement des PME et dans le commerce de change. Le secteur industriel a donc besoin d'une banque purement industrielle pour le financer. C'est l'Etat qui doit favoriser cette création de banque industrielle. En ce qui concerne l'innovation technologique, l'Etat doit assurer le financement des recherches effectuées au niveau des universités et celles réalisées par les entreprises en leur offrant des subventions.

CONCLUSION

Le développement d'un pays doit passer impérativement par un changement structurel. Pour passer d'un état de sous développement à un état de développement, les pays du Sud, y compris Madagascar, doivent développer un secteur industriel capable de générer des effets d'entraînement sur tout le reste de l'économie. Par exemple, le développement de l'agro-industrie malgache a des effets positifs sur l'agriculture qui lui offre les matières premières et autres ressources pour la production, ce qui améliore le niveau de vie de la population rurale. Le développement industriel ne relève pas uniquement du secteur industriel, l'articulation avec les autres secteurs est indispensable.

L'industrialisation ne peut se faire aveuglement. Elle doit aussi prendre en compte des avantages comparatifs que possède le pays de façon à éviter le goulot d'étranglement des importations, notamment sur les matières premières et les équipements techniques. Aussi, l'industrialisation doit être suivie d'une meilleure stratégie commerciale et industrielle telle l'industrialisation par substitution aux exportations ou par substitution aux importations ou encore combiner ces deux stratégies. Mais la réussite de ces stratégies est fonction de la capacité des industriels et du gouvernement à réaliser des investissements innovants.

Le secteur industriel malgache contribue au développement de Madagascar même si sa part dans le PIB reste encore faible. Le secteur industriel malgache n'abrite pas d'industrie lourde ou bien des industries qui sont à haute technologie. C'est ce qui peut expliquer en partie la difficulté de l'économie à se dégager de la dépendance extérieure, notamment sur les moyens de productions.

Malgré cette situation, ce secteur offre une solution durable pour le problème du chômage dans la mesure où l'industrie a la capacité d'étendre sa production et nécessitant de mains d'œuvre importantes. Pourtant ce dynamisme de création d'emploi s'avère limité par le manque de qualification de la main d'œuvre. Ce secteur offre aussi une perspective d'amélioration de la balance commerciale et d'accroissement du taux d'accumulation des capitaux dans l'économie.

Le développement du secteur industriel malgache se heurte à différents problèmes surtout au niveau des financements. L'accès au crédit est souvent limité et que la majorité des banques existantes sont en principe des banques commerciales. L'économie malgache est encore faiblement financiarisée. Ce qui se répercute sur les initiatives des entrepreneurs à accroître leurs investissements et réduit ainsi la croissance des secteurs, notamment le secteur industriel qui a besoin d'une banque purement industrielle pour le financer.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	IV
METHODOLOGIE	V
LISTE DES ABREVIATIONS	X
I. APPROCHE THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT	3
I.1. Les théories du développement et de l'industrialisation	3
I.1.1. Les théories de bases relatives au développement et à l'industrialisation.	4
I.1.1.1. La théorie de la modernisation et du changement structurelle	4
I.1.1.1.1. La théorie de la modernisation de ROSTOW	4
I.1.1.1.2. La théorie du surplus de main d'œuvre illimité d'Arthur LEWIS	6
I.1.1.2. Les théories de base du commerce extérieur.	8
I.1.1.2.1. La théorie de l'avantage comparatif de RICARDO	8
I.1.1.2.2. La théorie d'HECKSCHER-OHLIN	11
I.1.2. Approche théorique de l'industrialisation : Investissement et industrialisation	12
I.1.2.1. La Théorie de l'investissement	12
I.1.2.1.1. Les déterminants de l'investissement.	12
I.1.2.1.2. Modélisation des comportements d'investissement	15
I.1.2.2. Les Investissements Directs Etrangers : Les stratégies des Firmes Multinationales (FMN).	18
I.2. Relation entre industrialisation et développement	20
I.2.1. Théorie de la croissance endogène et théorie de la croissance de Schumpeter.	20
I.2.1.1. Théorie de la croissance endogène	20
I.2.1.2. Théorie de la croissance de SCHUMPETER	22
I.2.2. Les stratégies d'industrialisation.	23
I.2.2.1. Les fondements des stratégies d'industrialisation	24
I.2.2.1.1. Le choix de l'industrie	24
I.2.2.1.2. Stratégie de croissance équilibrée ou stratégie de croissance déséquilibrée	25
I.2.2.2. Les stratégies d'insertion internationale	26
I.2.2.2.1. L'industrialisation par substitution aux importations ISI.	26
I.2.2.2.2. L'industrialisation par substitution aux exportations ISE	28

II. ANALYSE EMPIRIQUE : L'INDUSTRIALISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR _____ 30

II.1. La situation du secteur industriel de Madagascar.	30
II.1.1. Les structures du secteur industriel.	31
II.1.1.1. Les caractéristiques du secteur industriel.	31
II.1.1.1.1. La répartition géographique	31
II.1.1.2. Les structures de l'emploi dans le secteur industriel.	33
II.1.1.2.1. Le niveau de l'emploi dans le secteur.	33
II.1.1.2.2. La rémunération des emplois.	34
II.1.2. Le capital et les investissements, la production et les coûts dans le secteur industriel.	34
II.1.2.1. Le capital et les investissements industriels.	34
II.1.2.1.1. Le capital industriel.	34
II.1.2.1.2. Les investissements industriels.	35
II.1.2.2. La production et les coûts du secteur industriel.	36
II.1.2.2.1. Structure de la production industrielle.	36
II.1.2.2.2. Le coût de production	37
II.2. La contribution du secteur industriel dans le développement économique de Madagascar.	37
II.2.1. Les impacts sur la croissance économique.	37
II.2.1.1. Appréciation de la place du secteur industriel dans l'économie de Madagascar	38
II.2.1.1.1. Contribution du secteur dans le Produit Intérieur Brut (PIB).	38
II.2.1.1.2. La valeur ajoutée industrielle.	40
II.2.1.2. La production des industries de Madagascar.	43
II.2.1.2.1. L'indice de production industrielle malgache.	43
II.2.1.2.2. La production des Zones Franches Industrielles	47
II.2.2. Les impacts sur le commerce extérieur	49
II.2.2.1. L'industrie malgache et les marchés extérieurs	50
II.2.2.1.1. L'ouverture aux marchés extérieurs	50
II.2.2.1.2. Les avantages comparatifs liés aux exportations malgaches	52
II.2.2.2. Contribution du secteur industriel dans le commerce extérieur de Madagascar.	53
II.2.2.2.1. Le poids des exportations industrielles.	53
II.2.2.2.2. La contribution à l'amélioration de la balance commerciale.	56
III. DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS _____	58

III.1. DISCUSSIONS	58
III.2. RECOMMANDATIONS	61
<i>CONCLUSION</i>	64
<i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

1. ALAN, Quamrul A M, *Industrialisation du Tiers monde et mondialisation. Synthèse des essais théoriques*, ALTERNATIVE SUD, 1994
2. AMIN, *Les défis de la mondialisation*, HARMATTAN, 1996
3. BARRE, Raymond, *Nouveaux aspects des échanges internationaux : globalisation et régionalisation*, EDITION DE L'EPARGNE
4. BRASSEUL, J, *Les Nouveau Pays Industrialisés et l'industrialisation du Tiers monde*, ARMAND COLIN, 1993
5. GALBRAITH, J, *Les conditions du développement économique*, DALLOZ, 1963
6. GOUVERNEMENT MALGACHE, *Madagascar Action Plan*
7. GILLIS, *Economie du développement*, NOUVEAU HORIZON, 1998
8. GUELLIC, Dominique, RALLE, Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, La DECOUVERTE, 2001
9. ISMAÏL, Toufik, *L'industrie dans l'économie de l'Afrique*, LOUVAIN, 1970
10. JACQUEMOT, *Accumulation et développement*, HARMATTAN, 1996
11. KRUGMAN, Paul, *Economie internationale*, BOECK, 2001
12. KRUGMAN, Paul, *Economie internationale*, BOECK, 2003
13. LEWIS, Arthur, *Théorie de la croissance économique*, PAYOT, 1963
14. MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, *Madagascar Industrial Competitvness Plan MICP*, 2009
15. MINISTERE INDUSTRIE ET COMMERCE, *Politique industrielle*
16. OLSEM, J, *Economie industrielle*, ARMAND COLIN, 1991

17. PENOUIL, Marc, *Economie du développement*, DALLOZ, 1972
 18. PERROUX, François, *L'économie des jeunes nations. Industrialisation et groupement des nations*, PUF, 1962
 19. ROSTOW, W, *Les étapes de la croissance économique*, SEUIL ,1960
 20. SACHVALD, Frédérique, PERRIN, Serge, *Multinationales et développement : le rôle des politiques nationales*, AFD, 2003
 21. SAVOYE, Bertrand, *la dynamique du secteur privé à Madagascar*, AFD, 2000
 22. SOLOW, Robert M, *Théorie de la croissance économique*, ARMAND COLIN, 1970
- Articles et Rapports**
23. ASSIDON, Elsa, *Les théories économiques du développement*, REPERE, n° 108
 24. BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, *Rapport sur le développement en Afrique. Mondialisation et développement de l'Afrique*, ECONOMICA, 2003
 25. Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2008*
 26. CREAM, *Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, cahier de Recherches en Analyses Economiques n°13/2009
 27. Deubel, Philippe, *Les caractéristiques du sous développement*, Pearson Education France – Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008
 28. DIARRA, M Boubacar, *le rôle du capital humain dans la stratégie d'industrialisation en Corée du Sud et au Mali : une étude comparée*, CAE université Paul Cézanne, Aix-Marseille III
 29. GERARD, Destanne de Bernis, *les industries industrialisantes et les options algériennes*, PERSEE, 2000

30. GUILLAUBEZ, A, *L'influence de la technologie des Firmes Multinationales sur l'économie du Tiers monde*, UNIVERSITE DE France COMTE
31. ONUDI, Rapport annuel 2006, 2006
32. INSTAT, Situation économique au premier janvier 2007, 2007
33. INSTAT, Indice de production industrielle des entreprises franches, juin 2003
34. INSTAT, SITUATION ÉCONOMIQUEAU 1er JANVIER 2008, Mars 2009
35. INSTAT, Projet MADIO, le secteur industriel formel à Madagascar, juillet 1999
36. INSTAT, *tableau de Bord de l'économie de Madagascar*, juillet 2010
37. INSTAT, *situation économique au 1^{er} janvier 2008*
38. INSTAT, *indices de production industrielle de entreprises franches quatrième trimestre 2002*, juin
39. INSTAT, *LE SECTEUR INDUSTRIEL FORMEL A MADAGASCAR : Caractéristiques, performances, perspectives, ENQUETE ANNUELLE DANS L'INDUSTRIE*, Exercice 1995, fév1997
40. INSTAT, *Commerce Général d'Exportation de Madagascar entre 2005 et 2008*
41. MARNIESSE, Sarah, *Approches théoriques de la dynamique des microentreprises dans les pays en développement*, DIAL, 2006
42. MDP- JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, juin 2004
43. OH, Hyunseok, *Le développement agricole et rural au cours de l'industrialisation de la Corée du Sud*, PERSE, 1998
44. ONONO, Guy-Didier, *L'industrialisation comme facteur d'intégration économique des pays membres de la CEMAC. Les éléments d'une analyse théorique*, Centre d'Analyse Economique (CAE) Université Paul Cézanne, Aix Marseille III

45. PHELINAS, Pascal, *Le rôle de la diversification dans le développement économique. L'impossible mesure*, in *Economie et sociétés*, série F, n°41, 2003
46. RAHELIZATOVO, Noro, *Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, CREAM, 2009
47. RAZAFINDRIANIAINA, Anjaratiana, *L'industrie à Madagascar en 2008*, ONUDI, 2008
48. SARRASIN, Bruno, *Economie politique du développement minier à Madagascar*, 2006

Webographies

49. KREGERIS , <http://www.senat.fr/rap/r02-035/r02-03511.html>
50. <http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/10.investissement.pdf>
51. <http://www.senat.fr/rap/r02-035/r02-03511.html>

Nom : RASOLOFOMANANA

Prénoms : Tsiry Nandrianina

Titre : Industrialisation et développement, approche théorique et analyse empirique : cas de Madagascar

Nombre de pages : 65

Nombre de tableaux : 9

Nombre de figures : 4

Option : Développement et économie publique

RESUME

L'industrialisation constitue l'ingrédient essentiel au développement socio-économique d'un pays. Le développement industriel doit donc se situer au centre de toute politique de développement. Seul l'industrialisation permet une production assez régulière, un accroissement du taux d'accumulation des capitaux et d'améliorer le compte extérieur de l'économie. Elle contribue donc à la croissance économique. Nombreux sont les économistes qui ont démontré ce lien positif entre industrialisation et développement. Cela est perçu depuis les travaux de ROSTOW et LEWIS qui ont insisté sur la modernisation et le changement structurel. Mais la réussite de cette modernisation repose sur l'innovation technologique, une approche intégrée par SCHUMPETER dans sa théorie de la destruction créatrice. Aussi, l'industrialisation pour NURSKÉ doit se réaliser dans tous les secteurs de l'économie pour créer des effets d'entraînement importants. Cette industrialisation nécessite la prise en compte des différents avantages comparatifs que possèdent le pays et l'élaboration d'une bonne stratégie industrielle. Pour le cas de Madagascar, le développement économique repose sur la dynamique industrielle. Pourtant, la part du secteur industriel dans la formation du PIB et le degré d'ouverture des industries sont encore faibles. Néanmoins, le secteur contribue dans la réduction du chômage.

Mots clés : Industrialisation, développement, croissance économique, accumulation de capitaux, emploi, comptes extérieurs.

Encadreur : Dr RAKOTO DAVID Olivaniaina

Adresse de l'auteur : Lot III X 342 Bis Anosibe Ouest I